



Mémoire de stage

Les tiers-lieux universitaire: des outils pour
la mise en œuvre de la Responsabilité
Sociale et Sociétale des Universités

Tutrice université : Carole Brunet

Tutrice professionnelle : Chloé Lemeunier

Valentin Bargibant – M1 EDO parcours ESS

LE POSTESOURCE – CENTRE NUMERIQUE D'INNOVATION SOCIALE
DE L'UNIVERSITE PARIS 8

Sommaire

Sommaire	1
Remerciements	3
Introduction.....	4
Tables des sigles et abréviations	8
I. Responsabilité Sociale et Sociétale des Université (RSSU).....	9
A. Une nouvelle configuration au cœur des politiques universitaires	9
1. La connexion des universités et leurs territoires	9
2. Les universités socialement responsable : contexte et définition	11
3. Campus universitaire et coopération territoriale	13
4. L'intelligence économique des territoires : les universités en phase avec une dynamique locale	15
B. Reconfiguration des missions de l'Université	17
1. Axe de l'enseignement : les universités comme acteurs de la formation	17
2. Axe de la recherche : l'expertise scientifique pour répondre aux besoins territoriaux.....	19
3. Axe de l'insertion professionnelle : innovation et culture de l'entrepreneuriat	21
4. Enseignements, recherche et insertion professionnelle : une stratégie d'impact sur la société	23
C. Les universités dans la quête de la connaissance constructive	26
1. L'avènement de l'économie de la connaissance : la connaissance comme outil à forte valeur ajoutée.....	26
2. Ingénierie de la connaissance : la technologie au service du développement	28
3. La production d'externalité de connaissance par les universités	29
4. De la connaissance à l'intelligence collective.....	31
II. Les tiers lieux universitaires et fabrique de territoire.....	34
A. Le développement des tiers lieux universitaires.....	34
1. Des fonctions diverses et parfois communes liées aux objectifs des établissements	34
2. Des modèles au service de écoles et universités	36
3. Répartition des tiers-lieux universitaire (Annexe 6).....	38
4. Tiers lieux universitaire comme intermédiaire facilitateur	40
B. Tiers lieux universitaire et dynamique territoriale.....	42
1. Université et tiers lieux : une dynamique moderne.....	42
2. Enjeu de l'animation de tiers lieux universitaires : une relation « Université-Territoire » de nouvel ordre	44

3. Tiers lieux universitaires comme laboratoires de recherche : une aubaine pour les enseignants chercheurs.....	46
4. Transférer l'idéologie novatrice des tiers lieux sur le territoire.....	48
C. Tiers lieux et nouvelles pratiques dans l'ESR.....	50
1. Innovation ouverte	50
2. Valorisation des parcours étudiant : par la pédagogie de projet.....	52
3. Tiers-lieux et communauté de praxis	54
4. Les tiers lieux et le numérique : source d'inspiration pour des transformations pédagogiques	56
Conclusion	59
Bibliographie.....	61
Annexe.....	64
Annexe 1 : Les territoires intelligents	64
Annexe 2 : Marketing Territorial	65
.....	65
Annexe 3 : Méthode MASK (Capitalisation)	65
Annexe 4 : Infographie Fabrice Berrahil	66
Annexe 5 : Communauté de pratique	67
Annexe 6 : Cartographie des tiers lieux universitaires en France	0

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier toute l'équipe du PosteSource ainsi que des acteurs qui soutiennent le projet. Merci de m'avoir fait confiance pour effectuer ce stage et de m'avoir fait participer aux divers projets. J'ai été ravi de vous accompagner dans cette aventure entrepreneuriale et d'avoir pu découvrir la gestion d'un tiers-lieu.

Je remercie aussi une amie chère, Manon Fages pour m'épauler dans la construction d'un mémoire de recherche mais aussi pour ses conseils avisés en la matière.

Je tiens à remercier aussi Madame Brunet particulièrement pour avoir fait parvenir cette offre de stage au sein du PosteSource, Centre Numérique d'Innovation Sociale de l'université mais aussi pour son éclairage concernant la ligne directrice à suivre et l'aide apportée quant à la construction d'une problématique.

Enfin, merci à la communauté du PosteSource et à l'université Paris 8 pour leurs ambitions. Permettre aux étudiants, doctorants et jeunes entrepreneurs d'expérimenter, d'évaluer, de valoriser leur savoir-faire et connaissance, d'une manière authentique, donne beaucoup d'espoir et d'engouement quant à la réussite professionnelle et l'épanouissement personnelle de chacun.

Introduction

Avec un intérêt particulier pour les tiers lieux et leur fonctionnement, j'ai eu la chance de pouvoir effectuer un stage dans le tiers lieu et incubateur de l'Université Paris 8 : le PosteSource.

A l'initiative de l'Université Paris 8 et en collaboration avec la société Enedis, fournisseur d'électricité du territoire, est né le projet du PosteSource, Centre Numérique d'Innovation Sociale (CNIS). Madame Chloé Lemeunier, directrice déléguée aux partenariats a eu l'ambition de créer un espace de création, d'incubation et d'expérimentation qui conjugue numérique et innovation sociale et solidaire. Après concertation avec les dirigeants de l'université, le PosteSource voit le jour au cours de l'année 2019 dans des locaux situés à Aubervilliers.

Nous profitons d'un espace situé au 14 rue Waldeck Rochet dans la ville d'Aubervilliers. Les locaux reflètent l'image même de ce qu'est un tiers lieu, avec la particularité d'être orienté sur un axe d'innovation sociale à travers la recherche technologique. Ces locaux bénéficient d'un environnement que l'on peut qualifier de cluster, car en effet, ils se situent à l'orée du Campus de Condorcet, dont l'université Paris 8 est un des membres fondateurs. Anciennement Cité des Humanités et des Sciences Sociales, il constitue aujourd'hui l'un des plus grand campus européen spécialisé dans le domaine de la recherche dans les Sciences Humaines et Sociales. Il est à l'origine d'un consensus entre établissements spécialisés dans les Sciences Humaines et Sociales et 11 établissements d'enseignements supérieurs, basé au « Front Populaire » quartier devenu une structure dynamique de réseaux variés. Le PosteSource s'inscrit dans ce *cluster* universitaire et s'oriente dans le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS).

Fort de renommée dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales et de son impact sur le territoire de la Seine Saint Denis, l'Université Paris 8 renforce son potentiel orienté vers la démocratisation du savoir et la production de connaissances. L'université a été lauréate de plusieurs programmes d'excellences pluridisciplinaires dans le cadre du PIA (Labex Arts H2H, IDEFI CréaTic, EUR ArTec, NCU Softskills). Incarnant l'université diversifiée par excellence, pourvue d'enseignement supérieurs précurseur et d'autres plus traditionnels, on peut attribuer à l'établissement une dynamique particulière.

Depuis le mois de Mars 2019, l'équipe du CNIS est composé de 5 acteurs : la fondatrice et chargée de mission de préfiguration du PosteSource, Chloé Lemeunier, une agent

administrative et comptable, Elodie Tremoulu, ainsi qu'un ingénieur en image et son, David Ledoux et récemment recruté, un stagiaire en communication. Je suis moi-même au poste de gestion de projet. Le projet étant en phase primaire, l'équipe s'équilibre au fur et mesure et selon l'évolution des projets du tiers-lieu.

Le concept de *third place* ou en français tiers lieux ; a été théorisé dans une thèse développée par Ray Oldenburg, professeur en sociologie urbaine à l'université de Pensacola en Floride. Dans son livre publié en 1989 : « The Great Good Place », Oldenburg démontre l'insatisfaction des américains quant à la création de lieu ou communauté intégrale, ouverte, hétérogène. Pour lui, dans la société civile, les personnes vivent à travers un équilibre précis comportant 3 types de lieux symbolisant 3 mondes biens distincts :

- Le domicile : la vie de famille
- Le bureau : la vie professionnelle
- Les lieux de sociabilisation : la vie sociale

Ces lieux informels caractérisent la société civile, unifiant l'engagement citoyen et le partage d'espace. Café, bar, salon de coiffure, tous espaces intermédiaires sont le cœur de la communauté, symbolisant tout simplement des lieux dans lesquels les citoyens peuvent se rencontrer, se réunir et échanger. Le sociologue, au Chapitre 2 de son ouvrage donne une définition du tiers lieu aux multiples critères ; un terrain neutre ; un lieu inclusif et égalitaire ; un lieu de communication ; un lieu accessible (physiquement et socialement) ; la communauté porte le lieu ; un cadre discret et ludique ; une atmosphère chaleureuse ; et un prolongement de la maison. Antoine Burret (2017) en tire une autre définition. Pour lui, un tiers lieu désigne « une configuration sociale où la rencontre entre des entités individuées engage intentionnellement à la conception des représentation communes ».

Pour bon nombres d'auteurs, la généalogie des tiers lieux est plus profonde et lointaine qu'il n'y paraît. Selon Steven Levy, pour retracer correctement l'histoire du mouvement, il nécessiterait de remonter aux années 1950, à Cambridge dans l'Etat du Massachusetts, aux confins même du Massachusetts Institute of Technology (MIT) proche de Boston et plus précisément au sein d'un club de modélisme ferroviaire appelé le Tech Model Railroad Club (TMRC).

De de par leur histoire, mais aussi grâce à l'avancée technologique, les tiers lieux ont une vocation numérique affirmée afin ; d'accompagner révolution numérique et mutation des modes de travail. Ces espaces de collaboration cherchent à répondre à des besoins et enjeux de la communauté qu'ils accueillent. Ils deviennent des lieux de vie communautaire ; par conséquent ils déterminent un écosystème. Lorsque l'on parle de tiers-lieux, on introduit la notion d'inclusion, d'égalité, d'accessibilité sociale, dans une forme ludique d'apprentissage et de partage. En somme, ces espaces luttent contre une certaine fracture numérique et fracture des usages. Patrick Levy-Waitz (2018) parle d'une « société apprenante », une société du faire ensemble.

D'un autre côté, au sein des universités, les changements bouleversent la communauté universitaire dans son ensemble. Que ce soient les lois françaises, les ambitions européennes, mais aussi la mutation des métiers en lien avec le numérique. Cela affecte grandement leur fonctionnement et leur stratégie pédagogique. Le paysage universitaire est bouleversé. Son implication dans la quête de l'innovation et de la construction du capital humain est dorénavant majeure. L'Etat, autrefois décideur des politiques universitaires, laisse une liberté d'orientation stratégie aux universités, qui deviendront alors autonomes. Il faut alors trouver les moyens d'accompagner cette transition en phase avec l'intelligence économique des territoires.

Depuis quelques années, on observe le développement des tiers lieux au sein des universités françaises. Ces dernières sont, depuis le début des années 90, assujetties à de nombreux bouleversements, que ce soit du point de vue organisationnel, structurel ou opérationnel. Aujourd'hui reconnues comme acteur économique à part entière, les universités évoluent au sein d'un environnement de production de connaissance concurrentiel et se doivent d'atteindre leur mission en termes d'impact sur la société, d'apports pour le développement humain et du territoire et de s'adapter à un environnement en mutation. On peut voir que la notion de Responsabilité Sociale et Sociétale a été intégré dans les missions des universités. Nous nous interrogeons dans le cadre de ce mémoire sur le rôle que les tiers-lieux universitaires peuvent jouer sur la mise en œuvre par les universités de leur responsabilité sociale et sociétale (RSSU). Ce sujet n'a à notre connaissance pas été abordé par la littérature.

La première partie étudiera l'évolution du système éducatif en France, en particulier les universités, leur autonomie, leur déploiement sur les territoires, leurs projets de développement et d'innovation. Puis, dans une seconde partie nous traiterons le sujet des tiers

lieux universitaires, comme source de développement pour les universités et pour toute la communauté universitaire et scientifique. Il y aura donc un rapprochement éventuel à démontrer entre la RSSU et l'apparition des tiers lieux dans les universités.

Tables des sigles et abréviations

CNIS : Centre Numérique d’Innovation Sociale

SHS : Sciences Humaines et Sociales

ESS : Economie Sociale et Solidaire

PIA : Programme d’Investissement d’Avenir

ESR : Enseignement Supérieur de Recherche

EES : Etablissement d’Enseignement et de Recherche

CMES : Conférence Mondiale sur l’Enseignement Supérieur

DMES : Déclaration Mondiale sur l’Enseignement Supérieur

ESRI : Enseignement Supérieur, de Recherche et d’Innovation

RSSU : Responsabilité Sociale et Sociétale des Universités

CESE : Comité Economique et Social Européen

AAP : Appel A Projet

AMI : Appel à Manifestation d’Intérêt

MESRI : Ministère de l’Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l’Innovation

I. Responsabilité Sociale et Sociétale des Université (RSSU)

La RSSU est la notion clef de cette partie. Elle est intégrée dans les missions de l'université dans une logique d'engagement de la part des établissements d'enseignement supérieur (EES). Nous allons voir alors son histoire, son contexte et sa mise en œuvre au sein des politiques universitaires

A. Une nouvelle configuration au cœur des politiques universitaires

Dans cette partie, nous essayerons de voir que la responsabilité des universités se développe au travers d'un maillage avec le territoire. Ainsi, au fil du temps, le paysage universitaire se déploie et se renforce autour d'une coopération territoriale, œuvrant pour une intelligence économique des territoires.

1. La connexion des universités et leurs territoires

La mise en œuvre du plan Université 2000 pour répondre à l'augmentation du nombre d'étudiants, l'Etat alloue 34 milliards de Francs. Les opérations seront financées en particulier par le Contrat de Plan Etat-Région (CPER), un contrat établi entre l'Etat et les régions stipulant un plan d'actions et de financement sur plusieurs années, et un projet d'aménagement du territoire de grande ampleur avec notamment la construction d'infrastructure mais aussi le « soutien à des filières d'avenir ». Les universités deviennent des « filières d'avenir » et renouent le lien avec les territoires sur le plan économique, social et sociétal. Les années suivantes, c'est 50 milliards de francs qui sont alloués pour financer la modernisation des existants des universités, mettant en avant la réhabilitation des services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le plan Université du 3^{ème} Millénaire émerge, associant l'Etat et les collectivités. C'est désormais acté, les universités sont des sources de richesse pour les territoires.

Les universités tissent des liens de proximité avec leurs territoires, elles se sont territorialisées à partir de 2007 et les deux parties prenantes tirent parti réciproquement de cette relation. « L'enseignement supérieur doit définir sa sphère d'influence de manière souple » (OCDE, 2007), car la communauté universitaire française est invitée à se regrouper en Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) depuis 2006 dans le but de s'adapter

aux besoins territoriaux et se rendre efficiente en proposant une offre de recherche et de formation adéquate (Annoot, 2016). « De fait, et de manière symbolique, la loi LRU de 2007 amorce le passage d'une politique universitaire française encore très centralisée à des universités autonomes et plus ancrées territorialement » (Morin, 2016).

Il est d'autant plus marquant aujourd'hui que les universités ont un rôle important dans le développement global du pays, notamment avec le déploiement de programme d'investissement d'avenir, initié en 2010. C'est 35 milliards d'euros qui seront investis dont 11 milliards dans l'enseignement supérieur et la formation, 8 milliards dans la recherche, soit deux tiers du plan d'investissement. En 2014, pour le PIA 2, cela représentera près de un quart du budget contre deux tiers de nouveau pour le PIA 3, avec un nouvel axe : la « valorisation de la recherche ». L'objectif de ces plans d'investissement est simple, faire renouer la France avec la croissance et l'emploi, et particulièrement en investissant dans la formation et la recherche.

Plus récemment, tout en respectant l'autonomie des universités dictée par la loi LRU, les collectivités territoriales prennent part aux politiques de l'ESR. On observe ainsi que les Régions « s'inscrivent de plus en plus leurs politiques économiques et de développement dans ce qui est appelé l'économie de la connaissance » (Morin, 2016) et sont associés aux orientations stratégiques quant à l'évolution de l'enseignement et de la recherche du point de vue de l'adéquation avec le territoire. Les différentes politiques publiques, ainsi que l'implication des collectivités territoriales semblent être une manière de concrétiser la territorialisation des universités et de développer des stratégies de co-construction de l'avenir. En effet, les collectivités locales y voient un réel intérêt à participer à l'élaboration et au financement de l'ESR, d'une part grâce à la marge laissée par la décentralisation des établissements universitaires, et d'autre part compte tenu de l'importance du développement du capital humain sur le territoire. Certains vont même jusqu'à promouvoir « le passage d'une tutelle nationale à une tutelle », « car il libérerait à l'évidence les énergies » (Veltz, 2008).

Pour illustrer cette évolution, nous pouvons citer le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) qui est la stratégie de développement par la Région avec les acteurs du territoire, qui vise à favoriser l'attractivité, la croissance et l'emploi des régions. « Les EES peuvent jouer un rôle clé pour coordonner au niveau régional une vaste gamme de mesures nationales, concernant notamment la science et la technologie, l'industrie, l'enseignement et les compétences, la santé, la culture et le sport, la viabilité

écologique et la cohésion sociale » (OCDE, 2007). Dans ce contexte, l'exercice par les universités de leur RSSU peut être vu comme une manière d'animer le lien entre université et territoire, et de porter la construction ou restructuration d'objectifs communs ; société-recherche. C'est dans cette optique que s'est créé en 2012 l'Observatoire de la Responsabilité Sociétale des Universités (ORSU), dans le but de mettre en avant l'engagement des EES et des territoires dans les « initiatives de solidarité, de développement local et international.

2. Les universités socialement responsable : contexte et définition

« L'opinion publique donne de la voix. Elle attend désormais des organisations un comportement responsable socialement » (Granget, 2005). Les universités, étant des acteurs publics économiques, culturels et sociaux, font partie à intégrante du processus de développement économique du territoire et du pays. Elles ont aussi pour obligation de suivre l'avènement de la mondialisation marchande qui touche ainsi le secteur de la recherche à l'ère de l'économie de la connaissance. L'Union européenne et ses quinze membres souhaitent « devenir, d'ici à 2010, l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale » (Wim Kok, 2003). Jugeant dorénavant la connaissance comme un bien économique fondé, ayant un rôle important dans la croissance de l'emploi et la productivité, l'université « développe alors une responsabilité sociale et sociétale » (Morin, 2016).

Pour commencer, et selon Morin, la « responsabilité territoriale et sociale de l'université s'est d'abord matérialisée par le maillage universitaire et supérieur du territoire national dans les années 1990 et jusqu'au début des années 2000 ». L'émergence de cette responsabilité des universités se fait donc par étape, avec premièrement l'importance du rôle des universités sur le plan national et de la compétitivité. Puis, la LRU de 2007 « est l'aboutissement d'un processus qui a conduit à l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur » (Annoot, 2012). Cette loi, adoptée par le gouvernement de François Fillon, vise à rendre autonome toutes les universités françaises. Selon le site du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, « il s'agit d'améliorer les conditions de vie et de travail de l'ensemble de la communauté universitaire, de renforcer

les formations pour une meilleure réussite des étudiants et de développer l'attractivité des métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche ». L'innovation au sein de la communauté universitaire et de son offre sur le territoire est invoquée : « Des efforts supplémentaires ont été consentis pour éliminer les barrières entravant l'application des recherches, ce qui oblige les EES à s'engager davantage dans l'innovation » (OCDE, 2007). Innover socialement et structurellement afin que les ESR puissent faire fleurir le tissu social dans lesquels ils évoluent.

Dans la Déclaration Mondiale sur l'Enseignement Supérieur (DMES) pour le XXI^e siècle du 9 Octobre 1998, on parle d'accorder plus de responsabilité aux EES en vue des besoins sociaux du territoire, présents et à venir. Par leurs fonctions essentielles de recherche, d'enseignement et de régulateur social, les universités doivent renforcer l'interdisciplinarité et l'esprit critique et former une « citoyenneté active » pour défendre les valeurs républicaines (Conférences Mondiale sur l'Enseignement Supérieur (CMES), 2009). Les universités deviennent des institutions multi actives et leurs fonctions se mobilisent autour d'une vision durable et sociale pour s'intégrer dans leur territoire. Elles sont à la fois « En conséquence, les universités jouent un rôle croissant dans la société car elles sont à la fois créatrices de changements économiques et technologiques, et aussi assujetties à ces changements » (Granget, 2005).

Au final, aucun cadre législatif ne contraint les universités à se responsabiliser socialement, les récents changements structurels, organisationnels, économiques et sociaux, invitent les universités à pratiquer une action publique socialement responsable pour le développement à long terme. Par exemple, le « Village des Sciences » à Jussieu, à l'initiative de l'Université Paris Sorbonne, souhaite démocratiser la culture scientifique et propose une rencontre inédite avec plus de 100 scientifiques sur des thématiques diverses. En fin de compte, pour élargir le point de vu, « chaque établissement d'enseignement supérieur devrait définir sa mission en conformité avec les besoins présents et futurs de la société » (DMES, 1998). Le campus universitaire devient ainsi un lieu d'exercice de la RSSU et incarne le lien entre l'université et son territoire d'implantation.

3. Campus universitaire et coopération territoriale

Eriger une société de la connaissance passe forcément par une articulation collective de stratégie de développement universitaire. Il s'agit de mettre en place une dynamique coopérative réparatrice afin de pouvoir répondre aux besoins multiples du territoire. Lebeau et Vadelorge (2012) parle de remodeler « progressivement la géographie universitaire ». En effet, le paysage universitaire se forme et s'articule autour de grands pôles d'attractivité, situé principalement dans les villes ou périphéries urbaines. Quand certains parlent d'une crise universitaire, d'autres comme Granget (2005), ou Morin (2016) y voient une opportunité qui « favorise le changement et l'action ».

De nombreuses mesures gouvernementales sont venues modifier le paysage universitaire, qui se forme et s'articule autour de grands pôles d'attractivité, situé principalement dans les villes ou périphéries urbaines. Lancée en 2008, Opération Campus est un plan de rénovation de l'immobilier qui vise à renforcer les infrastructures des ESR français et s'inscrit dans les PIA. C'est dans cette optique de déploiement territorial universitaire qu'est naît le plan d'investissement Grand Emprunt. Connue aujourd'hui sous le titre PIA, il est un fond d'investissement de projets innovants et de soutien à la recherche. Une initiative d'excellence qui « joue sur des phénomènes de reconcentration des moyens à l'échelle de regroupements d'universités » (Morin, 2016). La crise, qu'elle soit universitaire ou économique, le gouvernement français l'a vu comme un moyen de relance d'investissement dans le capital humain, et cette fois ci avec une dimension novatrice autour des *clusters* académiques et technologiques afin de redorer les pôles de recherche en France. Lors de la CMES (2009), les intervenants parlent de « la nouvelle dynamique de l'enseignement supérieur et de la recherche au service du progrès social et du développement » car la place occupée dans notre société par l'université contribue à transformer notre monde (Granget, 2005). Ces plans d'excellence et « ce contexte favorise donc les regroupements d'universités et de laboratoires bien structurés ou dont les capacités en ressources humaines ou en ingénierie de projet permettent de répondre à de tels appels d'offres » (Morin, 2016).

Dans un effort de territorialisation marqué par l'ambition de renforcer l'excellence scientifique française et dans un souci de d'attractivité territoriale, apparaissent les Communauté d'Universités et d'Etablissement (ComUE) qui succèdent aux PRES. Elles se

définissent « sur un territoire donné, qui peut être académique ou inter-académique, sur la base d'un projet partagé, les établissements publics et les organismes de recherche partenaires coordonnent leurs offres de formation et leur stratégie de recherche et de transfert » (CPU, 2013). Veltz (2008) parle d'« écosystèmes foisonnants et créatifs » entre la recherche, l'industrie et la culture qui s'activent pour le développement et la compétitivité. Pour illustrer cette dernière citation, nous pouvons prendre l'exemple de l'Université de Paris Saclay au 1^{er} Janvier 2020 qui regroupe 14 EES et organismes de recherche et près de 280 laboratoires. Son ambition est catégorique, celle de devenir une des 20 universités mondiales intensives en recherche. Dans une optique moins ambitieuse, mais plus novatrice, Campus Tech à Angers souhaite intégrer une des missions de l'université, celle d'adapter son offre aux besoins du territoire et proposera notamment des formations plus en phase avec la pratique, car le savoir est une chose, l'application et l'apprentissage en sont une autre. Un colloque « Campus en mouvement », à Orléans, à l'image même de la coopération territoriale pour repenser « l'excellence de la recherche française » symbolisé par les Campus. Etudiants, acteurs des territoires, communauté universitaires sont invités à donner une nouvelle dynamique à notre offre scientifique.

Enfin, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) lance un appel à projet « Campus Connecté » qui a pour vocation de « rapprocher l'enseignement supérieur de tous les territoires » (MESRI, 2019). Ainsi, à la rentrée 2019, 13 lieux labélisés campus connectés « seront ouverts dans des villes éloignées des grands centres universitaires ». Dorénavant, l'objectif du gouvernement s'élargit, densifier son offre universitaire pour pallier au manque de moyen et de mobilité dans certains secteurs de la France et afin de connecter davantage la société et la communauté universitaire. En somme, l'avènement de la compétitivité universitaire émanant de l'ère de l'économie de la connaissance, a induit un développement de *clusters* et de centres scientifiques pour développer l'expertise française. En outre, la transformation de l'offre universitaire passe également par sa démocratisation accrue et sa capacité à atteindre les acteurs locaux pour les intégrer à cette « société de la connaissance ».

4. L'intelligence économique des territoires : les universités en phase avec une dynamique locale

Historiquement, c'est « le Plan Université 2000, qui a officialisé l'intervention des collectivités locales en matière d'enseignement supérieur, a favorisé le rapprochement entre activités universitaires et développement économique local » (Mille, 2004) ; avec l'avènement de « système local d'enseignement supérieur » (Morin, 2016). Le but était de connecter les universités, sources de production de connaissances, et son environnement local, pour adapter les politiques de chacun aux besoins des autres. Une manière de penser des territoires qui évoluent intelligemment dans une efficacité d'allocation du capital humain modulable en fonction des besoins du territoire. Le lien « université-territoire » (Morin, 2016) pourrait-il donc être le moteur de l'intelligence économique des territoires ?

Pour Marchais-Roubelat (2018), « l'intelligence économique territoriale est définie comme la capacité d'un territoire à anticiper les changements socio-économiques et à gérer les connaissances qui en découlent ». En d'autres termes, c'est la circulation de l'information qui prime quant à la capacité d'appréhension et d'adaptation, mais aussi les savoirs que nous tirons. Pour ce faire les universités forment les experts de demain, capables de rendre vertueux le cycle économique des territoires en faveur d'une dynamique locale : « La motivation des entreprises, de l'administration et des collectivités locales à la pratique de l'intelligence économique repose avant tout sur la formation de professionnels compétents » (Martre, 1994). Les TICA (Annexe 1), d'un côté, sont des « territoires intelligents » de « communautés apprenantes » pour movilab. Il représente le territoire à l'image du métabolisme humain, avec des cellules souches qui représentent les universités et laboratoires de recherche, et d'autres cellules comme électrons libres, qui sont les acteurs du territoire. Les cellules souches, dans leur capacité même, s'adaptent aux conditions extérieures et fonctionnent, tout comme les territoires en « réseaux apprenants ». Les TIGA, de l'autre, sont des « Territoires d'Innovation Grand Ambition » pour l'Etat. « Ils sont une nouvelle marque de la confiance de l'État dans le potentiel d'innovation des acteurs territoriaux » (Territoires d'Innovation, 2019). Au titre de Programme d'Investissement d'Avenir, le gouvernement souhaite accompagnés et dotés de ressources suffisantes, les acteurs du territoire, notamment dans les thématiques qui nous intéressent : l'investissement dans les compétences, les opportunités numériques.

Un changement économique fleuri au sein même de nos institutions publiques, en faveur d'une économie collective basée sur l'économie de la connaissance, facteur clé du développement local, mais plus largement du développement humain. Par conséquent on cherche à rendre l'attractivité aux territoires et cela passe par une capacité à développer l'apprentissage communautaire. Aujourd'hui, le lien plus que renouvelé entre les universités et leurs territoires prime ces dernières d'une capacité d'agir dans le développement de ses pratiques et son déploiement sur le territoire en adéquation avec les politiques actuelles. « Dès lors, il faut d'une part, renforcer les capacités locales de recherche et développement, encourager les partenariats d'entreprises, promouvoir leur coopération avec les centres de recherche et les universités [...], il faut aussi concevoir et gérer des politiques d'alliances régionales, autant d'initiatives destinées à préserver et développer l'emploi » (Martre, 1994). Comme le souligne Suire et Vicente (2016), le regroupement d'acteurs économiques au sein de pôle d'activité est devenu le maître mot dans les discussions politique régionales d'innovation, « à travers la mise en place d'incitations à la collaboration dans les activités intensives en connaissances et à la densification des réseaux ».

« Le champ d'action régional et local constitue l'un des échiquiers essentiels d'expression et de redistribution des rapports de force économiques mondiaux » (Martre, 1994). L'avènement du lien « Université-Territoire » corrèle avec le concept d'intelligence économiques des territoires, et notamment aussi avec la prise de conscience de de l'importance de la connaissance et de l'expertise issu des ESR comme facteur de développement.

B. Reconfiguration des missions de l'Université

Dans cette partie, nous allons démontrer trois missions majeures des universités qui sont l'enseignement, la recherche et l'insertion professionnelle. L'objectif des EES est de développer positivement leur impact sociétal à travers ces missions et nous en verrons une vision multidimensionnelle.

1. Axe de l'enseignement : les universités comme acteurs de la formation

Les universités sont des EES, leurs rôles résident alors dans la production et transmission du savoir. Pour l'ensemble des universités en France, l'objectif premier est de proposer des offres de formations cohérente et pertinente avec l'environnement local. L'objectif de ces enseignements, qui répondent notamment à une politique d'institution éducative, est de former en enseignant des compétences (savoir, savoir-faire et savoir-être). Cette politique d'institution éducative doit être à la fois, égalitaire, c'est-à-dire ouvert à tous et à toutes ; viable, elle doit pouvoir former aux métiers d'aujourd'hui et de demain ; et doit être de qualité, c'est-à-dire que l'établissement doit s'assurer par quelconque moyen du niveau de qualité des enseignements dispensés. Cette politique doit faire l'objet d'un réel suivi, c'est un dire d'un processus d'orientation scolaire qualitatif. Dans sa réflexion des relations avec les collectivités locales, Morin (2016) évoque notamment le rôle d'acteur de la formation et de son influence dans les « politiques de formation », tournées vers l'employabilité locale.

Comme le souligne Annoot (2012), la mise en application des PRES en 2006 permet de proposer une offre de formation plus en phase avec les attentes du territoire. Elle note d'ailleurs que de nombreux changements gouvernementaux, « allant dans le sens de l'autonomie des universités, ont modifié le paysage universitaire et renforcé ses relations au territoire », offrant donc aux universités une plus grande légitimité quant à leur rôle dans l'attractivité du territoire et le développement du capital humain. Et cela passe évidemment par une politique d'enseignements de qualité, qui en plus d'avoir la volonté de former les travailleurs de demain, instruit une réelle responsabilité citoyenne. Annoot (2012) suppose qu'une première définition de la RSSU passerait par quatre points cruciaux dont celui d'« amplifier la formation des étudiants aux valeurs de citoyenneté et, particulièrement, en valorisant les initiatives des étudiants sur leur territoire » et « participer à l'élévation du niveau de qualification des jeunes et à la lutte contre les inégalités sociales et scolaires ».

Morin (2016) le conçoit, pour chaque établissement, suivant son territoire d'implantation, la stratégie ne sera pas la même. En effet, les universités s'attachent et s'adaptent aux besoins territoriaux. Nous pouvons par exemple citer les formations de Master ESS à l'université de Rennes 2 et l'université de Paris 8. A Rennes 2, l'orientation du Master est plus environnementale et écologique alors qu'à Paris 8, le Master s'axe principalement sur le concept de l'innovation social. D'autre part, Morin affirme d'ailleurs que chaque université est « une véritable ressource stratégique pour le territoire » de par ses fonctions de recherche et de formation à la « démocratisation de l'enseignement supérieur ». On confie donc « d'immenses responsabilités à l'université » qui doit être capable d'accompagner les mutations que la société lui concède (Granget, 2005).

Petrella (1997) parle de bien commun matériel qui s'accompli autour du « doit à l'accès juste », notamment pour l'éducation dans le sens de l'égalité des chances. A l'origine, la formation initiale, est la formation que l'on reçoit au terme d'un cycle d'étude. Puis, la formation continue concerne les personnes déjà intégrées dans la vie active, qui peuvent dorénavant bénéficier d'enseignements leur permettant une montée en compétences, souvent tournée vers la formation au numérique. Elle peut être aussi une manière d'appréhender une reconversion professionnelle. C'est une stratégie pédagogique ouverte, très pertinente, car en phase avec les travailleurs, le développement de compétences, la démocratisation de l'enseignement supérieur, l'égalité des chances. La Région Ile de France (IDF) (2018), dans un communiqué de l'enseignement supérieur, souhaite « favoriser l'adaptation des compétences et la requalification des individus » notamment en densifiant les relations entre EES, entreprises et étudiants et en stimulant « les interactions entre formation et emploi. Ce que Morin (2016) nomme les « politiques emplois-formations ». La Région IDF tire trois enjeux principaux en matière d'orientation et de formation : le niveau de formation et notamment le besoin de parcours adaptés aux besoins économiques ; la mutation des contenus et méthodes d'apprentissage ; et l'égalité d'accès aux formations supérieures. Annot (2012) soutient l'idée d'une responsabilité des EES à devoir « créer de nouvelles relations entre l'université et son territoire autour d'un projet éducatif ». Pour illustrer cette perspective de projet éducatif, l'action « Nouveaux cursus à l'université » est un appel à projet (AAP) lancé par le MESRI pour répondre à trois critères essentiels : meilleure réussite des

étudiants, soutenir les projets de formations tout au long de la vie et des offres de formation adaptés à l'insertion professionnelle, et la mutation des formations en lien avec le numérique.

La Région IDF (2018) évoque un équilibre entre formation courte : « ciblées et ancrées sur un territoire en vue d'une insertion professionnelle immédiate », et des formations plus longues : « pour lesquelles la mobilité et l'attractivité sont des paramètres cruciaux ». Selon Granget (2005), la réussite stratégique de ces politiques d'institution éducative repose sur la liberté académique et l'autonomie des universités, et parle d'une « importance cruciale de l'investissement en capital humain ».

2. Axe de la recherche : l'expertise scientifique pour répondre aux besoins territoriaux

Promouvoir l'expertise scientifique et les compétences des étudiants paraît être la nouvelle manière des universités de définir sa politique d'implication territoriale et de développement économique et sociale. Suite à l'autonomie des universités, ces dernières ont dû mettre en place des politiques qui visent à les définir comme des acteurs économiques, sociaux et culturels à part entière et particulièrement dotées des forces d'avenir en termes d'innovation et d'appropriation territoriales. « L'Europe souhaite à présent que ses universités jouent un rôle encore plus important : permettre à la société civile de relever les défis du vingt et unième siècle » (Annoot, 2012). Un lien se dessine entre société et recherche, université et territoire (Morin, 2016). Un lien décisif dans la construction d'un territoire compétitif relatif aux nombreux plans d'investissement mis en place pour le développement des territoires par les territoires et la recherche par les structures innovantes.

« Une des missions principale de l'expertise est de guider l'action » (Morin, 2016).

L'Etat s'engage à financer l'expertise scientifique via les Programme d'Investissement d'Avenir pour créer et renforcer le système pluridisciplinaire de recherche. Effectivement, comme le souligne Raphaël Suire (2014), nous sommes entrés dans l'ère de l' « économie de la connaissance », la recherche étant son système de production, les acteurs universitaires ses moyens, les universités deviennent des pôles scientifiques autonomes (Morin, 2016 ; Annoot, 2012) créant de la richesse et des réponses aux grands défis mondiaux. Dans le Contrat de Plan

Etat-Région 2015-2020 en Ile-de-France : « La construction de nouveaux lieux d'innovation intégrée dans les secteurs de la connaissance et de l'éducation, avec le soutien et l'accompagnement des autorités ministérielles et académiques, des chercheurs impliqués dans ces domaines ainsi que des professionnels de la filière numérique, afin de mieux prendre en compte les évolutions des contenus éducatifs ». Les ESR ont le devoir d'accompagner les mutations des métiers en liens avec le numérique, mais aussi les mutations sociales pour répondre aux enjeux de l'innovation sociale.

A titre d'exemple et de justification de l'importance de l'expertise scientifique dans la réponse aux besoins du territoire, nous pouvons citer la loi du 22 Juillet 2013 pour l'Enseignement Supérieur et à la Recherche : « La recherche scientifique et technologique, la diffusion et la valorisation de ses résultats au service de la société. Cette dernière repose sur le développement de l'innovation, du transfert de technologie lorsque celui-ci est possible, de la capacité d'expertise et d'appui aux associations et fondations, reconnues d'utilité publique, et aux politiques publiques menées pour répondre aux défis sociétaux, aux besoins sociaux, économiques et de développement durable ». Elle vient donc mettre en lumière « une des missions centrale de l'université et de la recherche » (Morin, 2016), celle de rendre aux travaux universitaires une valeur territoriale au profit de la société répondant aux fonctions liées à la RSSU. Pour Battesti, Petrella et Vallade (2012), l'innovation sociale vise « à transformer les organisations, en particulier les organisations publiques, afin de les rendre plus performantes ou efficaces » dans une optique de compenser les manqués de l'intervention de l'Etat et de « redéfinir les politiques sociales ».

Dans cette même perspective, nous pouvons mettre en lumière l'évolution des modes de recherche scientifique : de la recherche action à la recherche participative. On peut décrire une articulation distincte qui semblent les rendre intimement proches mais à ne pas confondre. Il tend ainsi à décrire la recherche participative comme une critique de la recherche action (Morin, 2016 ; Anadon et Savoie-Zajc 2007), dans le sens où celle-ci change les rapports entre chercheur-acteur et dessine un objet social à l'instar du processus de production de la connaissance et de ces résultats (Gonzalez-Laporte, 2014). Kurt Lewin (1947), un des précurseurs de la recherche action affirme qu' « elle poursuit un objectif dual qui consiste à réussir un projet de changement délibéré et ce faisant, faire avancer les connaissances fondamentales dans les sciences de l'homme ». Une transformation s'est alors opérée dans

l'approche systémique de la production de savoir (Morin, 2016), mettant notamment en avant une sociologie pragmatique allouant une part légitime des groupes sociaux dans l'épistémologie, et « les sociologues pragmatistes s'intéressent au sens commun » (Goldenberg et Couture, 2007). L'orientation vers la notion de « participation » permet d'inscrire la recherche « dans le courant de la démocratie participative et dans la démocratisation de la production des savoirs » (Gonzalez-Laporte, 2014). Pour l'auteur Paul Leduc Browne (2016), la recherche participative accorde plus d'intérêts quant à « la résolution de problèmes, la satisfaction des besoins, l'efficacité et la nouveauté des pratiques, la concertation entre acteurs, la valeur sociale, ainsi que l'enracinement communautaire et local ».

En conclusion, l'expertise scientifique se déploie sur le territoire via les PRES et laboratoires de recherche afin de répondre favorablement à l'engagement des universités. Morin (2016) mentionne un lien « sciences-société » pour « une approche qui fait des relations université-territoires un enjeu démocratique et systémique ». C'est une des orientations de la CMES (2009) qu'« édifier une société de la connaissance inclusive et diversifiée et de promouvoir la recherche, l'innovation et la créativité ».

3. Axe de l'insertion professionnelle : innovation et culture de l'entrepreneuriat

L'insertion étudiante : peut-être un des combats les plus difficiles pour les universités. Pour Annot (2012) l'insertion professionnelle est « un enjeu pour un enseignement socialement responsable ». Parallèlement, la communauté universitaire « professionnalise des diplômes en adéquation aux besoins de l'économie » (Granget, 2005) et investie dans une culture de l'entrepreneuriat pour les étudiants afin de défendre le principe selon lequel les ESR sont les premières sources de connaissance et d'inspiration pour relever les défis mondiaux. C'est bien entendu à travers l'idée d'une université socialement responsable que cette dernière doit former des citoyens responsables et compétents, prêts à défendre des valeurs républicaines (CMES, 2009).

Pour l'amélioration de l'insertion professionnelle chez les jeunes, le MESRI a décidé de mettre en place en 2007 une réforme du diplôme de la licence, le « Plan licence », pour inciter les étudiants à poursuivre en études supérieures ou professionnaliser davantage les diplômes.

En effet, l'article 1^{er} de la loi donne une mission « d'orientation et d'insertion professionnelle » aux universités (Annoot, 2012). Selon la quatrième enquête sur l'insertion professionnelle des diplômés de l'université, on observe que les universités font de l'orientation et l'insertion professionnelle des étudiants une priorité majeure d'évolution et un instrument de pilotage stratégique. Pour les diplômés de D.U.T, les masters et les licences professionnelles, la moyenne d'insertion professionnelle des étudiants d'universités est d'environ 91% contre 96% en école d'ingénieurs et 93% pour les écoles de commerce. Un écart qui se réduit au fil des années. Les universités développent alors leur « capacité d'insertion professionnelle » (Granget, 2005). Dans l'élaboration du schéma régional de l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, on observe la création d'ateliers de co-construction, avec les acteurs économiques, étudiants, enseignants, chercheurs, qui vise à mettre en place la nouvelle stratégie de politique éducative (Region IDF, 2018). Par exemple, l'atelier « Orientation et insertion tout au long de la vie ».

« Nous avons pris conscience du fait que la croissance dans nos pays reposait désormais largement sur la capacité d'innovation et du fait que, dans le monde entier, les universités étaient au cœur de ces processus d'innovation, en lien avec les secteurs économiques les plus avancés » (Veltz, 2008). Accompagner la transition vers une économie de la connaissance, qui connaît bien les enjeux de l'innovation, dans laquelle l'entrepreneuriat tend à être une aubaine pour la société, et ici en particulier pour les universités. Au cours du « Plan d'Action Entrepreneuriat 2020 », le Comité Economique et Social Européen (CESE) souhaite « en vue de promouvoir une culture de l'entrepreneuriat et de l'innovation qui rende possible la relance des économies et l'émergence d'un vrai "esprit d'entreprise européen" à même de mobiliser la société en général pour pouvoir réaliser les objectifs qui concernent tout un chacun » (Communication de la Commission – Plan d'action "Entrepreneuriat 2020", 2013). En effet, avec ce plan d'action, c'est l'offre universitaire qui prend un nouveau tournant, celui de la valorisation de « l'esprit entrepreneurial » dans un programme de formation. Pour Danner et Schutz (2017), c'est une orientation de politique éducative marquée par les discours récents concernant les politiques appliquées de l'enseignement supérieur quant à l'implication des étudiants dans le développement économique et social du territoire. L'engagement étudiant est reconnues dans les cursus de formations de certaines universités. L'université Paris 8 lance

par exemple l'EC « engagement étudiant » pour tout étudiant souhaitant s'engager et valoriser cet engagement.

Le CESE souhaite développer des politiques institutionnelles « suffisamment efficaces pour faire évoluer la situation actuelle, au moyen du renforcement et de la promotion d'une attitude entreprenante et mobilisatrice de la société autour de l'innovation et de la croissance économique », et ce de façon à « promouvoir très tôt la culture de l'entrepreneuriat auprès des jeunes » (Communication de la Commission – Plan d'action "Entrepreneuriat 2020", 2013). Dès lors, en France se met en place les Pôles Etudiants pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat (PEPITE). Ces pôles sont « ouverts sur les écosystèmes », « ancrés sur le territoire » associant à la fois les « EES, acteurs économiques et réseaux associatifs » (PEPITE : Gouv.fr, 2014) allouent aux étudiants des potentiels entrepreneuriaux renforcés. D'autant plus que, dans la foulée des politiques éducatives, vient s'ajouter le statut auto entrepreneur pour les étudiants. Toutes ces directives sont « des vecteurs de démocratisation de l'accès à la culture entrepreneuriale » (Danner et Schutz, 2017). Les universités se doivent de « proposer une formation technique et professionnelle, une formation à l'entrepreneuriat et des programmes d'apprentissage tout au long de la vie » (CMES, 2009).

L'idée au travers des plans de la Région et du MESRI est de connecter l'enseignement supérieur et les acteurs économiques, dans le but d'adapter au mieux sa stratégie d'insertion professionnelle des étudiants. Connaître les besoins du territoire, permet aux universités d'orienter leur investissement en capital humain et accompagner la mutation des métiers, les changements de statut et professionnalisation des étudiants. Qui plus est, elles élargissent même leur compétences en anticipant davantage sur les changements à venir et en donnant plus de responsabilité à la communauté universitaire dans son ensemble pour définir sa stratégie.

4. Enseignements, recherche et insertion professionnelle : une stratégie d'impact sur la société

Ici, nous étudierons avec l'appui d'un article littéraire de Benoît Mounier « L'évaluation de l'utilité sociale comme mesure de la spécificité de l'ESS », qui s'appuie notamment de la vision multidimensionnelle, que l'agence d'ingénierie pour le développement de l'ESS, Avise a

créé. L'utilité sociale n'a pas de définition qui fait consensus. Alors nous pouvons la définir comme étant, au travers des fonctions et actions, d'une entreprise, d'un individu, une évaluation multidimensionnelle de la valeur ajoutée, de la richesse créée, non pas en termes économique mais plus largement, une richesse pour la société. L'effet escompté sur la société se doit être toujours positif. Selon Mounier, les dimensions sont : sociale, sociétale, politique, épanouissement, environnementale et économique.

Pour la dimension sociale, il est question de la « réduction des inégalités sociale » (Mounier, 2019) et il peut même s'agir de développer la capacité d'agir des individus. Pour ce qui est des universités, dans leur quête d'une responsabilité sociale, elles ont la mission de démocratiser le savoir, développer l'accès aux études supérieures à un plus grand nombre de personnes, favoriser les formations tout au long de la vie avec comme nous avons pu le voir des formations pour les professionnels ou pour les reconversions. Dans un autre registre, pour illustrer la capacité d'agir, définit comme le processus par lequel un individu, un collectif prend le contrôle des événements qui le concerne. Nous pouvons ainsi mettre en évidence les cursus de formations favorisant l'engagement étudiant, ou encore le développement du statut d'entrepreneur, en somme l'insertion étudiante.

La dimension sociétale, fait référence à la notion de faire société, « notamment par le renforcement du lien social, le développement de la citoyenneté et la démocratie locale ainsi que l'encouragement du dialogue entre les cultures » (Mounier, 2019). Les universités, dans un sens, participent à l'action publique, qui définit ainsi ces dernières comme des régulateurs des rapports sociaux. Lors de la CMES, les universités se doivent de défendre des valeurs républicaines et de former une citoyenneté responsable. Dans cette perspective, elles vont notamment favoriser la démocratisation du savoir, en faveur de la démocratie participative comme on a pu le montrer avec l'évolution de la recherche. Il est aussi question dans cette conférence des principes de « dialogue », de « coopération » et de « reconnaissance mutuelle ».

La dimension politique renvoie à « des actions plus revendicatives qui interrogent ou remettent en cause la société ». Aux travers d'enseignements mais aussi des valeurs que transmettent les universités, cette dimension politique est atteinte et va même encore plus loin car, c'est au profit des politiques sociales pour contrecarrer les manqués de l'intervention de l'Etat. En effet, les universités occupent « une position stratégique, en toile de fond des

rapports de force entre l'Etat, les institutions, les organismes mondiaux, les entreprises et la société » (Granget, 2005)

En ce qui concerne la dimension de l'épanouissement, c'est ce qu'on entend lorsque l'on parle de bien-être et le développement des individus. Les universités, par leurs actions d'enseignements, nous transmettent du savoir et des compétences pour que nous puissions nous développer et intégrer un poste qui nous ira le mieux, donc l'épanouissement personnel. Mais aussi collectif, car comme le souligne Morin (2016), au sein des universités il y a un réel esprit communautaire.

La dimension environnementale renvoie par exemple aux revendications du principe de développement durable. Les universités ont pour vocation à respecter les principes de développement durable (CMES, 2009) et à contribuer à leur transmission vers la société (OCDE, 2007). La Décennie des Nations Unies pour l'Education au service du Développement Durable (2005 à 2014) souhaite consacrer les ressources éducatives de la planète afin de construire un monde durable.

Dans la dimension économique, il s'agit de contribuer à la dynamique territoriale via la création de richesse liée au développement de l'emploi, quantitativement et qualitativement. C'est un des objectifs principaux de créer un lien entre formation et emploi, pour que les universités soient plus à même de former des personnes compétentes, qui peuvent répondre favorablement aux besoins d'employabilité du territoire. Annot (2012) note que les changements gouvernementaux en faveur de l'autonomie des universités, les PRES contribue à donner plus de légitimité au rôle dans universités quant à l'insertion professionnelle des étudiants mais aussi et plus largement de la création de richesse en faveur du territoire.

Dans le cadre de RSSU, les universités s'emploient librement à un engagement d'impact positif de leurs activités envers la société Mounier (2019) soutient que l'idée n'est pas d'en une définition unanime, mais « d'en faire un objet de débat avec les parties prenantes » pour construire collectivement une utilité sociale.

C. Les universités dans la quête de la connaissance constructive

Dans cette partie, nous mettrons en évidence la connaissance, cette richesse au service de l'économie de la connaissance. Une richesse qui se veut constructive, accompagnant la mutation de l'environnement technologique et économique en faveur d'une coopération territoriale.

1. L'avènement de l'économie de la connaissance : la connaissance comme outil à forte valeur ajoutée

La connaissance se distingue de l'information par son caractère « qui confère à l'homme la capacité d'action » (Foray, 2009). Au sein de l'économie de la connaissance, le savoir est un bien économique fondé, qui de part nature, est non rival, car son utilisation n'est pas destructrice, mais au contraire transmissible. Selon Michel Leroy (2011), nous devons l'ère de l'économie de la connaissance au processus de Boulogne et à la stratégie de Lisbonne assignant « aux universités des objectifs de performance pour faire en sorte que la recherche se traduise en innovation, celle-ci étant sensée être le moteur de la croissance et de la compétitivité au sein de l'UE ». L'importance accrue du rôle des universités dans notre société se dessine dès les années 90, et plus précisément dans la production, diffusion, multiplication et diversification du savoir, ce dernier étant devenu monnaie courante pour l'innovation et le progrès en général.

Jouant dorénavant dans une logique d'économie des territoires, où proximité et capacité collective forment une cohésion territoriale, en somme un objectif de développement commun de production de savoir, un bien public à forte valeur ajoutée. Ce sont les éléments politiques, sociaux et institutionnels, symbolisant les systèmes locaux de production de richesse qui structurent la qualité coordinatrice de cette économie. Pour Valéry Michaux (2001), c'est « l'importance des formes de coordination », de « synergies » et de « concertations » entre les acteurs des territoires, qui « seraient à l'origine de la création de valeur » et favoriseraient un « développement sur le long terme ». La coopération territoriale organisée entre acteurs publics et privés facilite l'évolution et le renforcement du système productif local de savoir.

« La connaissance n'est pas menacée d'épuisement par un usage excessif. Au contraire elle est enrichie et sa qualité augmente quand s'accroît le nombre d'ingénieurs, de scientifiques ou de praticiens qui l'utilisent » et elle « requiert des modes de régulation

sociale, orientés par exemple vers la maximisation de l'accès » (Foray, 2009). Dans cette optique, les EES jouent le rôle de régulateurs sociaux au travers des différentes missions et fonctions que confère notamment la CMES. D'autre part, comme le souligne Granget (2005) le déclin de la croissance combiné aux changements structurels des ESR a entraîné un regain de confiance accordée à l'éducation, pour devenir « un facteur productif dans une économie mondialisée ». En d'autres termes, les concepts du progrès et de l'innovation ont mis l'accent sur le capital humain et l'intégration territoriale des EES pour compenser le déficit de la croissance économique. Le savoir devient une arme, ou un outil à vocation constructive pour une société responsable développée pour ainsi développer une coopération territoriale entre EES, entreprises et collectivités locales. Cependant, étant donné les caractéristiques particulières du savoir, les mécanismes et processus liés à ce bien sont remis en question quant à leur efficacité et « la principale préoccupation des économistes est la conception d'institutions qui seraient à la fois susceptibles de permettre aux agents économiques de s'approprier une part significative des bénéfices de leur travail de création (intellectuelle ou pratique) tout en maximisant l'accès aux savoirs nouveaux » (Foray, 2009). Pour Morin (2016), cette coopération territoriale renvoie au développement des capacités des universités et autres acteurs du territoire à valoriser les connaissances locales et à employer les connaissances extérieures.

« À aucun moment dans l'histoire de l'humanité il n'a été plus important d'investir dans l'enseignement supérieur en tant que moyen capital d'édifier une société de la connaissance inclusive et diversifiée et de promouvoir la recherche, l'innovation et la créativité » (CMES, 2009). L'objet central de cette économie est le capital humain, à la fois vecteur et destinataire du savoir, dans un rythme circulaire. Sa profitabilité réside dans la qualité du processus d'acquisition, d'accumulation et de transmission de connaissances, notamment par les institutions à même de former les futurs travailleurs, mais aussi dans les capacités des acteurs du territoire de favoriser la circulation et l'utilisation des connaissances. Néanmoins, comme le souligne Philippe Audic (2013), le développement des NTIC a accéléré cette transmission de savoir, mais aussi sont accès et la pratique des connaissances.

2. Ingénierie de la connaissance : la technologie au service du développement

Les universités, à travers leur rôle historique de recherche et de formation des futurs travailleurs, mais plus récemment avec leur évolution comme acteur économique territorial à part entière, transformatrices des politiques sociales, introduisent dans la société ce que nomme Morin (2016), comme « l'ingénierie territoriale ». Avec la reconnaissance du rôle de la recherche dans l'évolution et le développement de l'humanité et de la société en tant que telle, sa prolifération entraîne forcément un mécanisme soit de régulation, de diffusion, de stockage, de qualité et d'évolution

Par ingénierie, on entend toutes les fonctions qui conduisent à la conception de la connaissance, ici tournée vers les universités et leur rôle dans cette étude. « La dynamique des connaissances anime la croissance économique puisqu'elle engendre l'innovation technologique (procédés, produits, organisations) » (Foray, 2009). De ce fait, on en déduit que la connaissance, étant un bien économique fondé, nécessite une logique de qualité suivie assurée par les établissements qui produisent et diffusent cette dernière. L'objectif de l'ingénierie de la connaissance réside dans la façon de mobiliser les connaissances et de la manière de les diffuser « comme support à une activité ou à un raisonnement (Aussenac, Charlet et Reynaud, 2012). Du point de vue du système éducatif et des établissements qui l'incarnent, ces derniers deviennent notre source inépuisable de développement dans un sens car le savoir est bien non rival, son utilisation n'empêche sa consommation pour un autre individu. « L'ingénierie de la connaissance intervient alors pour :

- Capitaliser les connaissances et les savoir faire
- réaliser à des fins opérationnelles des systèmes de conduite valables pour les équipements divers désormais rassemblés
- Créer une expertise d'ingénierie de la connaissance » (Perriault, 2011).

L'ingénierie de la connaissance a été selon lui enrichie par la théorie de cognition située, qui stipule que le savoir est inséparable de l'action premièrement, mais aussi par le « développement d'internet, en tant que support du rapport collectif ». Alors se rencontre le développement du système de production du savoir et l'évolution des universités.

Le développement technologique de l'information et de la communication, ainsi que l'accès ouverts aux publications scientifiques devrait amener à démocratiser la recherche (CMES, 2009). Les NTIC sont les moteurs de développement permettant de démocratiser la connaissance, la rendre accessible, viable dans un sens car elle doit répondre aux besoins présents mais aussi anticiper les besoins futurs. « Les sciences informatiques ont été pionnières dans cette pratique, puisque les premiers réseaux informatiques ont été développés en bonne partie pour répondre à un besoin d'échange de connaissances » (Goldenberg et Couture, 2007). Pour Aussenac, Charlet et Reynaud (2012) l'ingénierie de la connaissance permet de mobiliser et d'assimiler des connaissances dans les structures dans un objectif « opérationnalisation, de structuration ou de gestion ». Dans le système de production du savoir, l'intervention du numérique à l'image des systèmes de base de connaissances, a été un moyen d'assurer la qualité et la valeur du savoir dans la société communautaire, et plus généralement à la société et aux besoins sociaux qui en découle.

Initiée dans les années 90, l'ingénierie de la connaissance a mobilisé grand nombre d'informaticiens, comprenant alors l'influence du savoir dans notre société, dévoilant ainsi sa nécessité à l'approche du XXI siècle et l'importance de réguler le savoir. Les universités sont génératrices de changements dans notre société et l'ingénierie de la connaissance y est présentée pour assurer une démarche pluridisciplinaire, pour penser l'ergonomie des systèmes de base de données de la connaissance et dans l'intérêt d'une démarche de modélisation approfondie.

3. La production d'externalité de connaissance par les universités

Dans une logique de coopération territoriale en lien avec l'idée de lien « Université-Territoires » (Morin, 2016), le fruit de cette collaboration mènera forcément à des externalités au sein de l'économie de la connaissance, comme il peut se trouver des externalités au sein de l'économie classique. Une externalité, au sens strict du terme signifie le fait qu'un acteur économique engendre, par son activité, un effet externe en procurant à autrui, sans compensation monétaire, une utilité ou un avantage, si l'effet est positif, et au contraire, une nuisance ou un dommage, si l'effet est négatif. Hendrickz-Candéla (2001), nous parle des externalités de connaissances, qui sont liées à la « diffusion des connaissances », car en effet,

« une partie des connaissances issues de ses recherches se diffuse à d'autres agents sans son assentiment ou sans qu'elle en soit consciente », mais ne font donc pas l'objet de « transactions marchandes ».

« Dans la tradition conceptuelle de l'économie industrielle et de l'économie géographique, c'est la définition même des externalités de connaissance et leur rôle dans les processus d'innovation qui apparaissent au cœur de ce changement de paradigme en faveur des réseaux » (Suire et Vicente, 2013). Dans une logique de compétitivité au sein de l'économie de la connaissance, comme on a pu le prouver avec la compétitivité territoriale, les externalités de connaissances engendrent forcément une influence dans le secteur de la recherche et de la formation. Etant donné l'importance du savoir, autant dans la sphère publique (formation, recherche) que dans la sphère privée (R&D), les externalités de connaissances auront donc un rôle sur la croissance économique et notamment, avec leur grand rendement social. « L'agglomération engendre des externalités positives importantes », au sein de l'économie de la connaissance, « la plupart des ressources » sont « mobiles et fluides », et « la colocalisation des individus et des organisations favorise le développement des réseaux de circulation des savoirs et la formation de communautés de pratique » (Foray, 2009).

De plus, l'auteur Marylène Mille (2004), dans son article « Université, externalités de connaissances et développement local : l'expérience d'une université nouvelle » présente l'effet d'entraînement qui induit que la présence d'individus hautement qualifiés auront une influence positive sur la productivité des autres acteurs locaux. Pour l'auteur, les universités ont une influence majeure dans la création et le développement du capital humain et c'est la transmission et l'acquisition du savoir qui alloue la capacité des individus, entreprises et autres dans l'économie. On peut ainsi donner une place centrale à l'université dans l'économie de la connaissance. C'est d'ailleurs l'avènement des externalités de la connaissance qui a permis à la France de doter, non pas seulement les grandes métropoles, mais aussi les villes moins compétitives, de pôles universitaires de formation et de recherche, pour ainsi stimuler l'environnement local et développer des compétences propres à chaque territoire. L'efficacité collective dépendrait « donc en fin de compte de l'organisation (institutionnelle) de la production des savoirs » (Foray, 2009) mais aussi des « relations marchandes ou non marchandes d'acteurs économiques qui participent à un processus collectif d'innovation et d'échange de connaissances » (Suire et Vicente, 2013).

Suire et Vicente (2013) parle d'une « approche collaborative des activités intensives en connaissances » qui a été développé avec certaines politiques régionales, comme la politiques des *clusters*, la formation de campus universitaires de grande ampleur, la numérisation de l'ingénierie de la connaissance. Et alors, dans ces conceptions politiques enrichissant la recherche et la connaissance qui en découle, les universités deviennent « un facteur clé du développement local » (Mille, 2004) car étant des pôles de production de connaissance, elles provoquent aussi un effet positif externe non monétaire contribuant au développement du territoire.

4. De la connaissance à l'intelligence collective

« Il faut donc favoriser la création de réseaux denses au sein desquels les savoirs professionnels particuliers et les logiques spécifiques de chaque fonction puissent se confronter et se combiner » (Martre, 1994). Morin (2016) : La notion d' « intelligence collective » renvoie directement aux connaissances mobilisées et mobilisables par les acteurs des territoires. Pour ainsi dire, c'est bel et bien le concept de réseau qui réside au sein de toutes ces approches : « sous-jacent au cluster, c'est alors une somme de relations marchandes ou non marchandes d'acteurs économiques qui participent à un processus collectif d'innovation et d'échange de connaissances » (Suire et Vicente, 2015). La force d'un pays, d'un territoire, d'une entreprise, d'un groupe, demeure non plus dans l'aspect compétitif au sein du réseau, mais dans l'aspect collaboratif, dans une économie visionnaire de proximité et de concertation.

C'est alors qu'apparaît l'idéologie du faire ensemble. Aux prémices historiques de cette idéologie, on retrouve le mouvement des *makers* et des *hackers*, qui a toujours fonctionné en réseau, ou que l'on pourrait plus communément appeler *club*. En effet, dans ce système de faire, les individus fonctionnaient en groupe restreint, ouvert à ceux et celles dont les capacités et les compétences été jugé à bon niveau. Avec l'évolution des doctrines et de l'encapacitation citoyenne, le mouvement a su s'ouvrir à d'autres acteurs, car l'effet de compétition appréhender une dynamique individualiste de court terme, comparé à l'effet de collaboration, qui appréhende lui une évolution collective de long terme. « Tout seul on va plus vite, ensemble on va plus loin » ; proverbe illustrant les orientations du concept de l'intelligence collective. Individuellement, nous n'avons qu'une source d'informations, une manière de la traiter et

surtout un objectif individuel. En réseau, au contraire, nous avons plusieurs sources d'informations, plusieurs manières de la traiter et un objectif collectif, alors les complémentarités s'activent.

De par la croissance remarquable des espaces de communication interactifs, le cyberspace a permis de développer cette intelligence collective par la mise en réseau systématique des acteurs du territoire, et par conséquent la création d'un écosystème d'acteurs et un écosystème d'idées. De plus, le développement l'ingénierie de la connaissance a une influence notable sur la qualité et la transmission du savoir sur le territoire. Ces évolutions affectent la communauté universitaire et leur intégration sur l'environnement. Les tiers-lieux font alors leur apparition, littéralement à l'aube du XXI siècle, et accompagnent l'émergence de l'intelligence collective, à des fins sociétales. Converger les compétences pour faire naître des solutions inédites aux problématiques actuelles. Nous pouvons notamment prendre l'exemple de la collaboration des universités de Lyon ; La Doua Lyon I et La Manufacture des Tabac Lyon III, et l'université de Saint Etienne Jean Monnet. Une stratégie multi-établissements pour une coopération intelligente, et surtout efficacement reproduite via un réseau connu. Les trois auteurs, Jacques Arlotto, Jean-Claude Pacitto et Joël Saingre (2015) soulignent « une logique de partage » et l'importance d'instaurer une « politique de coopération » dans les réseaux d'incubateurs universitaires. Ceci est donc à l'image des universités et de leurs ambition de développer ce lien avec le territoire à travers la RSSU (Annoot, 2012 ; Granget, 2005 et Morin, 2016).

Selon Pierre Levy (1994), l'intelligence collective est « une intelligence partout distribuée, sans cesse valorisée, coordonnée en temps réel, qui aboutit à une mobilisation effectives des compétences ». Il tire des caractéristiques de l'intelligence collective : décentralisation des pouvoirs et du savoir, individu comme créateur de sens et autonome, espaces communs dégagé des contraintes économiques et étatiques, interactivité constante entre les individus et leur environnement, valorisation de petites structures autonome et conviviale, émergence d'une nouvelle convivialité et d'une nouvelle éthique. Cela renvoie entièrement au développement des universités autonomes, le développement des politiques de *clusters* et des campus universitaires « nouvelle génération », mais aussi, et très spécifiquement des tiers-lieux, que nous aborderons dans le chapitre suivant. D'autre part,

avec son implication dans la formation d'individus socialement responsable, les universités influence la société et tend à transmettre une intelligence de faire société.

L'Etat a bien évidemment perçu ce « paradigme relationnel compétitivité des territoires » (Suire et Vicente, 2016). Alors dans un souci de maillage territorial, il est nécessaire pour la survie et la performance du territoire que les entités publiques accompagnent cette idéologie collaborative. Combiner la recherche scientifique et l'économie spatiale en favorisant la démocratie participative. La logique d'avenir réside dorénavant dans la création d'espace favorisant les concepts énumérés précédemment. Des espaces inclusifs, égalitaires, ouverts, modulables, tournés vers la recherche et répondant toujours à cet aspect social.

II. Les tiers lieux universitaires et fabrique de territoire

Dans cette partie, nous observerons le déploiement des tiers lieux universitaires afin de doter les EES d'outils pour une configuration universitaire renouvelée afin de s'implanter sur le territoire et développer sa stratégie.

A. Le développement des tiers lieux universitaires

Ici, nous verrons le déploiement des tiers lieux universitaire à travers notamment une « cartographie des tiers lieux universitaires » et leur rôle dans les universités. Une modélisation de ces nouveaux espaces de travail qui œuvrent pour la quête de la RSSU et remplissent d'intermédiaire facilitateur avec le territoire.

1. Des fonctions diverses et parfois communes liées aux objectifs des établissements

Dans ce mémoire, nous nous intéressons à trois fonctions des tiers-lieux universitaires, peut être les plus répandues mais aussi et surtout les plus en phase avec les problématiques liées à la RSSU :

- Les *fablabs* (et *living lab*)
- Les incubateurs
- Les espaces de coworking

Avec des fonctions diverses, les tiers-lieux tiennent le continuum du processus d'innovation et de construction de projet : idée, prototypage et test par l'usage.

Les laboratoires de fabrications ou plus communément appelés *fablabs* sont nés à la suite d'une « expérimentation pédagogique universitaire s'efforçant de casser les frontières disciplinaires » (Berrebi-Hoffman, Bureau et Lallement, 2012). Nous devons cette expérimentation au physicien et informaticien américain Neil Gershenfeld, professeur au MIT autour du cours « How to create (almost) anything ». Le mouvement prend racine dans le monde et est porté et régulé par la *Fab Foundation*, donnant même lieu à une labellisation MIT, qui définit une charte de l'utilisateur précisant les valeurs portées, le respect entre chacun, règles à suivre ainsi que l'accessibilité aux divers outils. C'est l'ouverture d'espaces de création et de prototypages, aux étudiants et professionnels. On parle d'une accessibilité plus rapide et

inclusive à la conception et l'expérimentation de projets, qui par nature vient parfaitement coïncider avec les parcours des universités, ou des écoles, et qui entre autres, recherchent de nouvelles méthodes d'apprentissage, par l'encapacitation. Ainsi, cette nouvelle manière d'apprendre en *faisant*, a un effet fédérateur poussant à l'usage et à la collaboration. De ce fait, les *fablab* deviennent des mobilisateurs de compétences et connaissances, voire même des îlots de découverte de talents. Enfin, les *fablabs* sont souvent associés à des *livinglabs*, qui eux s'orientent vers une évaluation des travaux effectués par le biais de *feedbacks* des usagers du produit ou service.

En ce qui concerne les incubateurs, nom franchisé venu d'abord des Etats-Unis dont la Nationale Business Incubation Association (NBIA) les définit comme étant un « outil catalyseur pour le développement économique régional ou national ». On distingue deux catégories d'incubateurs ; ceux à but lucratif qui rassemble les incubateurs privés et les accélérateurs de startups, et ceux à but non lucratif on retrouve les incubateurs liés à la recherche publique, les incubateurs d'écoles et les incubateurs d'autres structures publiques ou parapubliques. Les tiers-lieux universitaires n'intègrent pas nécessairement un incubateur, cependant la manière d'opérer, le fond qui compose de processus d'accompagnement est semblable.

Enfin les espaces de coworking ou cotravail en français, sont bel et bien le fruit d'une société en perpétuel mouvement. Ils sont désignés comme des espaces de travail collaboratif, le plus souvent outillé de bureau de travail, une connexion wifi comme base. Puis s'ajoute à ces éléments de travail basiques des imprimantes, une machine à café, une cuisine commune ou un restaurant, des consoles de jeux, espace musical. La dérive des salles de coworking est fascinante, combinant nombreux domaines d'exploration de compétences. On doit tout de même la citation coworking au designer de jeux américain, Bernie De Koven en 1999. C'est devenu l'eldorado des travaux étudiants en groupe, car l'atmosphère est propice à l'idéation, et son usage est aussi fédérateur, permettant la rencontre entre personnes qui n'auraient pu se rencontrer autrement. C'est un melting point du travail collectif.

De par ces descriptions et l'orientation autant publique que privée vers ces nouvelles formes de travail, d'entrepreneuriat, d'accompagnement, de collaboration, un lien se dessine. Celui de créer un maillage université et tiers lieux. Ainsi, il sera possible de promouvoir davantage la relation science-société par le biais d'espaces hybrides en quête de territorialisation et d'innovation. Telle est la vision des tiers lieux universitaires.

2. Des modèles au service de écoles et universités

Face au constat de la baisse de la popularité des universités auprès des jeunes à partir de 2010 (Annoot, 2012), les lieux d'innovations comme les *fablabs* ont été mobilisé pour donner un coup de pouce aux EES (Tiala, 2011) et donner un nouvel élan à la recherche. Le Plan Etat-Région 2015-2020 Ile-de-France stipule :

« Faire émerger des initiatives intégrant le numérique comme facteur d'évolution de la société. Les actions visées devront contribuer dans les secteurs identifiés de l'aménagement territorial, de la culture, de la santé, de l'éducation et la formation et dans un objectif de conversion écologique et sociale à :

- La création, l'extension et la mise en place de tiers-lieux (télécentres, espaces de coworking...) et d'outils favorisant leur mise en réseau afin de leur donner une meilleure visibilité à l'échelle régionale, »

Les *fablabs* deviennent donc des lieux, et en définitive des outils au service des institutions en charge de l'éducation et de la transmission de connaissances. Puisque, en effet, pour Colmellere, Corteel, Fages et Lacour (2019) leurs enjeux réside dans la façon de changer les méthodes d'apprentissage par le faire, qui va notamment mobiliser l'usage du numérique, favorisant la liberté d'entreprendre, que ce soit pour les étudiants et les autres usagers des lieux. Le mouvement des laboratoires de fabrications emprunte un chemin d'ores et déjà révolutionnaire sur le plan pédagogique. Il combine les idées anarchistes, de la culture des *hackers* et *makers* (Berrebi-Hoffmann, Bureau et Lallement, 2018), par cette ambition novatrice d'entreprendre et de faire (Levy-Waitz, 2018), mais en s'alliant cette fois ci avec le monde institutionnel (Tiala, 2011). Neil Gershenfeld insiste sur le fait que les *fablabs* ne sont pas uniquement des lieux permettant la création de « produits », mais avant tout, un concept pour répondre à une nouvelle manière de travailler, voire un loisir, en créant une communauté. Pour ainsi dire, le processus d'observation, d'apprentissage, de collaboration et de mise en œuvre et tout aussi important que le résultat, voire plus important car il développe des aptitudes professionnelles non exploitées par les pédagogies « classiques ».

Les incubateurs au sein de l'enseignement supérieur ont été inaugurés par l'EM Lyon en 1984, avec le premier incubateur d'entreprises créé au sein d'une école : ESSEC Ventures.

Aujourd'hui, Jacques Arlotto, président du réseau Incubateur de l'Enseignement Supérieur (IES), estime à plus de 100 le nombre d'incubateurs dans l'enseignement supérieur. Nous devons cette avancée, notamment pour les universités, à la loi sur l'innovation et la recherche : loi Allègre de 1999. Depuis, universitaires et chercheurs détiennent la possibilité de créer une entreprise caractérisée comme start-up et le dépôt de brevets. On compte près de 30 incubateurs d'entreprises innovantes liés à la recherche publique en France. Ils permettent donc la valorisation des compétences et des résultats obtenus auprès des laboratoires de l'enseignements supérieurs et établissements publics. D'autre part, ils permettent aux étudiants de se confronter au monde de la création d'entreprise, avec un accompagnement individualisé. Une manière donc de répondre à la mission d'insertion professionnelle des étudiants, et de développer « l'esprit entrepreneurial » chez les jeunes (CMES, 2009).

Un mouvement qui été, auparavant à contre-courant, entraîne les universités et les écoles supérieures à renouveler leur offre d'accompagnement et de valoriser du parcours des étudiants. Pour le directeur numérique de l'université Paris-Descartes, les tiers-lieu prennent peu à peu une place importante dans la politique de modernisation de l'université. Proposer aux étudiants un lieu qui ne soit pas un lieu spécifiquement dédié à la recherche ou aux études, ni son domicile mais plutôt une hybridation de ces deux mondes pour développer les ressources et moyens des établissements scolaires au service des étudiants. Favoriser l'interdisciplinarité ainsi que la démocratisation de la recherche avec l'accès à des lieux de partage. C'est en tout cas ce que soutient les espaces de coworking, qui peuvent être tout bonnement considéré comme des espaces numérisés telles que les bibliothèques, mais optimisés de façon à promouvoir la rencontres des usagers.

L'intégration des étudiants dans le développement économique du territoire, devient un objectif à part entière des universités et écoles. Les entreprises s'unissent à ce mouvement. En d'autres termes, l'environnement économique et ses acteurs réagissent à cette nouvelle forme d'apprentissage (Besson, 2017), de travail (Burret, 2017 ; Levy Waitz, 2018 ; Bohas, Faure & de Vaujany, 2017) ; de démocratisation de la recherche (Tiala, 2011). Renforcer les universités d'espaces leur permettant de répondre positivement aux attentes du territoire et d'une autre façon, à la RSSU.

3. Répartition des tiers-lieux universitaire (Annexe 6)

La loi LRU rend une responsabilité autonome des universités en termes d'impact sur l'environnement territorial via leur politique de formation et de recherche. « La loi précise que les universités autonomes doivent se doter de projets d'établissement (recherche et formation) » (Morin, 2016), et comme nous pouvons le constater, les tiers-lieux sont une prolongation tangible des politiques universitaires et permet de lier recherche et formation. En termes d'impact sur la société, ils ressemblent les acteurs économiques, les usagers (étudiants-enseignants) et les pouvoirs publics. D'autre part, leur influence sur la société et les diverses relations sont trop récentes pour certains tiers lieux universitaires pour affirmer leur réussite. Cependant, il est certain que depuis le début de l'année 2014, à travers toutes les universités de France, le mouvement des tiers lieux a pris un essor fulgurant pour être présent dans la quasi-totalité de ces établissements en 2020.

Pour cette partie du dossier, nous utiliserons une « Cartographie des tiers lieux universitaires » que j'ai pu effectuer dans le cadre de mon stage au PosteSource, qui nous permet de visualiser l'ensemble des espaces d'innovation lancés par les EES. Le premier constat que l'on peut faire sur l'ensemble des données récoltées, est que les *fablabs* sont les formes de tiers lieux universitaires les plus rependues en France. En effet, comme explicité précédemment, la communauté universitaire française est invitée à se regrouper en PRES afin d'adapter son approche territoriale et affiner son offre de recherche et de formation (Annot, 2012). Les *fablabs* se forment autour d'une équipe d'enseignants, ici pluridisciplinaire, pour co-construire via des compétences transversales des projets pour le territoire. Dans un sens, et avec les données de la cartographie, les *fablabs* sont la figure de proue des universités en termes de structures novatrices. Notamment car ces laboratoires de fabrications permettent d'apprendre par la pratique (Levy-Waitz, 2018 ; Suire, 2016), et symbolise l'orientation « science-société » (Morin, 2016), une « recherche appliquée » ayant un impact plus direct sur l'économie (Tiala, 2011).

Au total, j'ai recensé 36 tiers lieux universitaires à travers la France, qui compte près de 40 universités. Sur mon tableau apparaissent 10 tiers lieux universitaires à Paris. Le PosteSource, tiers lieu de l'université Paris 8, traite des sujets lié à l'innovation sociale et le secteur de l'ESS et seul l'ESS Cargo, le tiers lieu universitaire de Rennes 2, l'accompagne dans

ce secteur. Le tiers lieu de l'Université de Reims, Fab Smart Materials, est le seul à traiter du thème de la Création, et au sens large, car il dispose d'une seule salle de classe mais d'un panel de matériel, et plus précisément d'imprimante 3D et fournit aussi les matériaux pour l'utiliser. Arenberg Creative Mine, de l'Université Polytechnique Haut de France est sans aucun doute, le tiers lieu le plus impressionnant de la liste, car il se trouve sur un lieu historique et traite du thème de cinéma. Puis, sur le thème de l'entrepreneuriat étudiant et de l'incubation, nous comptons 11 espaces universitaires. Les 20 derniers espaces alternatifs sont sur le thème de l'innovation pédagogique. L'université de Rouen a par exemple un TP « Fab-Lab » de 8 heures. L'université Polytechnique Haut de France détient un « Master Gestion des Territoires et Développement Local : Tiers Lieux et Dynamiques Territoriales ».

Pour la grande majorité des sujets, l'espace de travail alternatif se trouve sur le site de l'université car la proximité est un atout indéniable, et encore plus chez les étudiants.

Pour rebondir sur le thème de la collaboration, certaines universités telles que Lyon III, Lyon I et l'université de Saint Etienne, se sont rassemblées pour créer « Fabrique de l'innovation ». Un partenariat pour développer de nouvelles formes pédagogiques, contribuer à l'insertion étudiante et rassembler autour d'un écosystème innovant tous les acteurs du territoire ainsi que les étudiants. On peut d'ailleurs mettre en évidence le *fablab* Astech issu d'une initiative étudiante et soutenu par la Fabrique de l'innovation.

Sur une grande majorité des tiers lieux universitaires, les citoyens, les collectivités locales, les entreprises et associations, en plus des étudiants et enseignants sont invités à participer aux projets.

Pour conclure, nous pouvons dire que les universités se sont quasiment toutes couplées d'un tiers lieu et ce, dans l'optique d'assurer ses nouvelles missions, liées à son rôle toujours plus important dans la quête du progrès et le développement du capital humain. Ils sont une concrétisation forte des politiques universitaires, et permettent notamment de créer des nouvelles formations suite à la mutation des métiers.

4. Tiers lieux universitaire comme intermédiaires facilitateurs

Les tiers lieux incarnent, dans leur ensemble, la mutation des méthodes de travail, d'organisation et fonctionnement. C'est Oldenburg qui appose la notion d'intermédiaire facilitateur pour caractériser les tiers lieux, car ils « jouent une fonction essentielle pour la société civile, la démocratie et l'engagement civique » (Besson, 2017). L'expression « facilitateur » s'inspire du courant anglais « facilitator », qui désigne une personne qualifiée qui accompagne un groupe dans la phase de planification, de pilotage et de guide opérationnel. Un intermédiaire, lui se définit comme une personne morale ou physique qui met en relation deux autres personnes ou groupes. C'est à travers ces définitions que nous tenterons d'incorporer les tiers lieux dans l'expression « intermédiaire facilitateur ».

Le concept de tiers lieu comme nous avons pu le voir jusqu'à présent, « reprend l'idée d'un espace hybride qui facilite la rencontre entre des acteurs hétérogènes » (Besson, 2017) et de ce fait remplit déjà la fonction d'intermédiaire au sens stricte du terme. Pour Burret (2017), une définition conceptuelle du tiers lieu serait caractérisé « en premier lieu, la présence de plusieurs unités isolées et distinctes. En second lieu, la présence d'un récit commun qui relie les unités isolées et distinctes, qu'il soit antérieur ou qu'il procède de leur union. En troisième lieu, la présence d'un contenant qui est positionné dans l'espace, perceptible par les sens et soumis à certaines règles ». Au sein de ces espaces alternatifs, les individus échangent, partagent, collaborent autour d'une idée, d'un concept, d'un projet qui leur permet de créer une relation de proximité qui n'aurait pas pu avoir lieu sans l'ouverture d'un tel espace. L'environnement conditionne la pratique, oui, mais il conditionne aussi les relations, de façon informelle. Des « proximités temporaires » (Suire, 2013) entre individus de parcours différents, mais ce concentrant sur ce « récit commun » (Burret, 2017).

« Le terme Tiers-Lieu a été introduit pour commenter la naissance de nouveaux lieux, intermédiaires entre le domicile et le travail, adaptés à un style de vie urbain, individualisés et mobiles [...] » (Burret, 2014). En effet, les tiers lieux sont des espaces de vie communs où les projets naissent, parfois en réponse à des appels à projets ou simplement par l'ambition de développer un projet au sein du territoire. En effet, un tiers lieu doit être capable d'accompagner toutes les phases d'un projet, de son lancement, à élaboration de l'idée, en passant par la phase de recherche de financement, concrétisation, prototypage, évaluation et

valorisation du produit ou service. C'est la modélisation du lieu qui permettra de remplir une ou plusieurs fonction(s) tout au long de la phase d'accompagnement du projet.

- *Incubateur* : il est multifonctionnel car il est présent en amont de la phase de création et au cours du projet.

- *Fablab* : par son intitulé français, laboratoire de fabrication, on en conclut que sa fonction réside dans la phase de conception du projet en impliquant les personnes et leur apprenant par l'usage (Suire, 2016)

- *Living lab* : répondant à une forme d'intelligence collective, les *livings labs* permettent d'apporter des solutions par l'usage en impliquant, car « il peut s'agir aussi bien de connaissances d'experts que de savoirs profanes » (Scaillerez et Tremblay, 2017).

- *Espace de coworking* : ces lieux permettent la rencontre informelle ou non, la convergence de connaissance, des « lieux de partages propices au travail » (Scaillerez et Tremblay, 2017).

Comme j'ai pu le constater au sein du PosteSource, le tiers lieu peut être un intermédiaire facilitateur car il permet de mettre en relation les structures qui lancent des AAP et les individus potentiellement aptes à y répondre. Par exemple, le projet « Imagine Pleyel » soutenu par la société du Grand Paris, souhaite aménager le bâtiment abandonné se trouvant devant la gare de Saint-Denis Pleyel. Avec son attractivité grandissante, la ville veut réagir et lance cet appel à projet pour la création d'un lieu de vie et de culture. Le PosteSource a ainsi fait l'intermédiaire entre l'université et ses étudiants (potentiels porteurs d'idées et de projets) et les pouvoirs publics, pour promouvoir le projet et inciter les étudiants à se lancer dans un projet concret. Le but était d'accueillir la personne qui désirait répondre au projet et l'accompagner dans sa réalisation.

Les tiers lieux universitaires facilitent la transmission de projet de la ville à la communauté civile, aux professionnels, aux étudiants et enseignants. Ils sont ce qu'est le commutateur au réseau informatique, ils relient, connectent, informent, forment, transmettent les savoirs en faveur d'une cohésion territoriale accrue.

B. Tiers lieux universitaire et dynamique territoriale

Ici, nous verrons les tiers lieux comme fabriques de territoire, qui accompagnent un espace public, digital et physique en pleine mutation. Ces espaces, au sein des universités, sont présents pour créer une dynamique renouvelée en vue de favoriser le maillage université et territoire.

1. Université et tiers lieux : une dynamique moderne

Malgré une généalogie qui s'inscrit à contre-courant des systèmes de fonctionnement économique des dernières décennies, les tiers-lieux se sont fait une place à part entière dans la société civile. Les universités, quant à elles, traduisent le niveau de qualification des futurs salariés et entrepreneurs, ainsi la capacité à participer au développement économique et s'inscrire et s'adapter au monde du travail (Annoot, 2012). Leur existence et leur récente évolution, ont notamment permis de créer une société de la connaissance (Morin, 2016). D'autre part, selon Burret (2017), l'implantation des tiers-lieux aurait des répercussions positives sur la démocratie, sur les individus en tant que tels et ainsi sur la vitalité du territoire. La vitalité d'un territoire se retrouve dans la productivité des travailleurs mais aussi dans leurs épanouissements. En clair, le maillage tiers lieux universitaires serait une manière de concrétiser les missions et fonctions des universités envers la société.

Oldenburg (1989) affirme que les tiers-lieux sont les leviers de l'émancipation citoyenne, des travailleurs et des entrepreneurs. Ce dernier a analysé en Amérique, les tiers-lieux comme levier pour contrer le déclin du capital social. Par analyse, tous les auteurs cités précédemment sont unanimes sur le fait que la révolution d'internet a transmis des valeurs intrinsèques permettant de donner une nouvelle « santé » à la société. Les universités ont aussi leur rôle à jouer dans l'évolution de la société, d'une part par l'accès aux études supérieures, à la culture, à la connaissance et l'insertion professionnelle (Morin, 2016), son impact sur le territoire (OCDE, 2007), la formation et l'apprentissage supérieurs mais aussi dans la promotion de valeurs éthiques et sociétales (DMES, 1998 ; CMES, 2009 ; Granget, 2005). De plus, suite à la décentralisation des pouvoirs et l'autonomie des universités en 2007, leur rôle dans la société en faveur de la cohésion sociale et le progrès a nettement évolué : « démocratisation de l'accès au savoir, transmission de connaissance de haut niveau à l'ensemble de la population,

production de connaissances nouvelles et communication avec la société civile » (Annoot, 2012). Morin (2016) analyse la notion de « système local d'enseignement et de recherche » comme étant les moyens de connecter les universités, les collectivités locales et les autres acteurs locaux. Un mouvement, et plus précisément une notion naît, celle de « science-société » (Morin, 2016). Selon Granget (2005), le ralentissement de la croissance a donné de la valeur à l'éducation.

Le monde économique capitaliste a tout misé sur le gain et la productivité constante de biens et services en mettant de côté une richesse, sous l'endoctrinement des idées conçues ; l'individu. Non pas l'individu au sens stricte du terme, mais plutôt l'individu collectif, qui appartient à une communauté, à un groupe, à un territoire. Pour le philosophe Rousseau, l'être collectif n'est tout autre qu'un ensemble d'individu, le peuple et la santé de l'être collectif traduirait la santé de la société ; la sociabilité (Burret, 2017). Confondue entre son lieu de travail et son domicile, l'apparition des tiers-lieux universitaires permet de répondre à de nombreuses problématiques d'ordre sociétales. En effet, les tiers-lieux permettent notamment de répondre à un certain bien-être, conjuguant la proximité avec le domicile, la création d'un tissu social propulser par les relations interdisciplinaires, la flexibilité, l'aspect inclusif ou encore l'égalité des chances que prônent les universités. Antoine Burret (2017) en est conscient et affirme qu'une configuration sociale spécifique émane de ces lieux et permet de créer des liens déhiérarchisés, nouveaux. Ils répondent aussi à une logique de performance, entre co-construction, échange d'information et de savoir-faire (Levy Waitz, 2018), intelligence et capacité collective (Suire et Vicente, 2013). Au même titre que les universités et l'émergence de « configuration universitaire » (Morin, 2016). En somme, la société retrouve des valeurs à la fois sociales et républicaines, par le déploiement de nouveaux lieux qui implique la société et la communauté universitaire collectivement. Des modes gouvernances autonomes émergent pour les universités, qui se substitue à une gouvernance horizontale pour les tiers-lieux universitaire.

Effectivement, on parle d' « horizontalisation » du mode fonctionnement. L'ère d'internet (Burret, 2017), l'éthique du mouvement des *makers* et des *hackers* (Berrebi-Hoffmann, Bureau et Lallement, 2018) et la culture de l'*Open Acces* pour (Mille, 2004) ont dénaturé l'organisation standard des organisations en général pour donner naissance à un mouvement qui a des racines profondes. Si l'on prend comme exemple l'organisation de travail

taylorienne où l'individu effectuait une seule et même tâche, sans valorisation professionnelle et aux confins d'une hiérarchie de travail optimale ; les individus n'étaient que des pions sur un échiquier pour le gain et l'efficacité. Aujourd'hui, avec l'avènement des nouveaux mouvements sociaux (Gendron et Turcotte, 2006) et de l'innovation sociale, l'essentiel est de placer l'être collectif comme objectif mais aussi comme moyen de développement, car les individus façonnent le lieu. Un combat social ainsi que politique, car il est bien question de démocratiser l'innovation par l'émergence d'espaces favorisant l'interactivité entre acteurs, la liberté d'expression, d'entreprendre et d'apprendre.

Aujourd'hui les individus demandent à participer autour de « zone d'expertise », que l'on pourrait très bien symboliser par les tiers-lieux, et ce, en expérimentant une « approche ludique, pour ouvrir, renouveler et élargir le débat public » (Audic, 2013). Une nouvelle société émerge, avec « la construction d'une culture commune (donnant du sens au travail), la valorisation de la dimension collaborative du travail et de l'apprentissage, et enfin, la dimension constructive de la connaissance produite » (Vallat, 2017). Alors, la création de tiers-lieux universitaires permet de développer une dynamique renouvelée.

2. Enjeu de l'animation de tiers lieux universitaires : une relation « Université-Territoire » de nouvel ordre

L'animation de tel lieu au sein d'une université a de grandes vertus pour l'ensemble de la communauté universitaire et l'environnement territorial qui en découle. Oldenburg comme Burret, sont d'accord sur le fait que la sociabilité affecte grandement le bien-être social et la santé psychologique. Les tiers lieux sont des vecteurs informels de sociabilité et d'entraide. Ces derniers offrent aux EES une manière concrète de répondre favorablement à un environnement en constante mutation. Suivant une logique d'innovation sociale que définit Richez-Battesti, Petrella et Vallade comme « la nouvelle solution susceptible de favoriser non seulement la croissance, mais aussi une forme de partage », elle est « présentée comme une façon de combiner l'aspiration au changement », « qui s'appuierait sur la créativité des acteurs ». Ces lieux incarnant la nouvelle vision des universités en France. Lorsque l'on parle d'une nouvelle forme de travail que procure les tiers lieux, on suppose donc que les relations vont différer et évoluer dans le temps. Mais de quelle manière ?

Premièrement, le fait que les tiers lieux, qualifiés de « Great good place », ne soit ni un lieu de travail, ni un « chez-soi », ils se caractérisent par une « désinhibition dans les relations sociales », où un « esprit de camaraderie » règne, et « s’institutionnalise une « responsabilité communautaire » (Burret, 2017). De manière générale, les tiers lieux sont des espaces qui « permettent la mise en relation approfondie et le dialogue entre des individus divers sans déterminisme marchand » (Burret, 2017), et « la manière dont sont gérées les relations de travail ainsi que la propriété intellectuelle collective est ici un enjeu stratégique » (Burret, 2014). Avec les données récoltées dans le cadre de la « Cartographie des tiers universitaire » mais aussi en me focalisant sur les AMI et AAP qui concernent la création et le financement des tiers lieux, nous retenons l’idée d’espaces inclusifs, favorisant la connexion entre personnes issus de parcours différents mais œuvrant ensemble pour l’application de nouvelles méthodes, par l’apprentissage par l’usage, par la pédagogie par projet, par l’éducation collaborative. « S’imposent les principes d’une vision partagée et d’une logique de développement professionnel, d’accompagnement du changement et de la conviction par l’échange. Au lieu de relations verticales s’inscrivant dans une pyramide de décideurs, les rapports sont structurés en réseaux dont certains des acteurs ne sont pas des « supérieurs » mais des points nodaux » (Levy Waitz, 2018). Les tiers lieux déhiérarchisent les relations stricto-professionnelles, pour laisser place à une tiers amicalité entre individus.

En ce qui concerne les tiers lieux universitaire, ils ont des fonctions et propriétés qui sont à mon égard, la clé du succès des politiques universitaires d’impact sociétal. En effet, les universités élargissent leur influence sur leur territoire en développant la communauté scientifique. Cette dernière doit couvrir les attentes que la société lui soumet. Mais ces espaces alternatifs de collaboration transdisciplinaire ouvrent un volet historique, celui de la dynamique directe des relations entre agents du territoire : étudiants et professionnels, étudiants et citoyens, étudiants et institutions publiques, étudiants et associations, étudiants et tiers lieux, étudiants et enseignants-chercheurs. Toutes ses relations sont remises en question au sein des tiers lieux. Elles n’étaient auparavant que trop stricte et inflexible. Avec la dynamique des tiers lieux, ces laboratoires de recherche renouvelés, la connaissance circule plus librement, les idées se corrént et se façonnent, l’économie de la connaissance se dote d’un nouveau capital humain et d’un « capital social en tant que propriété collective », plus prompt à fonctionner en collaboration et donc plus apte à répondre aux besoins de chacun. La démocratisation de la

recherche s'en voit renforcer. L'insertion professionnelle s'améliore via la mise en relation des acteurs du territoire. On en vient même à penser que les tiers lieux universitaires influenceront, pas la coopération territoriale, les offres de formations.

« Le développement de la connaissance dans les universités et sa diffusion à travers les relations entre les universités et le monde économique local est un processus marshallien de long terme » (Mille, 2004). N'étant pas des relations habituelles et de par la nature récente des tiers lieux, cette dynamique évolue sur le long terme mais accompagnera les objectifs des politiques universitaires en vigueur, en faveur notamment de l'impact social des EES pour une cohésion territoriale.

Quand l'on sait que les EES fournissent à l'économie les travailleurs de demain, ceux qui bâtiront le monde durable et répondront aux diverses problématiques laissées par la génération précédente, il est primordial de dénaturer ces relations stricto-professionnelles pour former notre « capital humain ». « Ainsi, c'est bien une culture de la confiance, de la liberté et du mentorat bienveillant » (Levy-Waitz, 2018) que l'on découvre au sein de ces espaces de travail collaboratif. La dynamique des relations en est bouleversée, positivement, induisant des opportunités déjà connues et à venir.

3. Tiers lieux universitaires comme laboratoires de recherche : une aubaine pour les enseignants chercheurs

Dans le plan d'action « Entrepreneuriat 2020, le corps enseignants est impliqué pour renouveler l'offre de formation et pallier à ce manque de professionnalisation des étudiants. A travers les différentes politiques de renouvellement de l'offre de formation au sein des universités et la création de tiers lieux qui en favorise l'émergence, les enseignants et chercheurs sont amenés à participer à l'élaboration de ces politiques leur conférant alors des compétences autrefois non expérimentées. Elles leur permettent notamment d'être acteur du changement et du développement économique et social du territoire par la montée en compétences. En outre, cela leur permet d'accéder à un potentiel d'évolution de leur attribution sociale.

Toutes les universités de France détiennent des laboratoires de recherches, qui sont des structures sociales rattachées dans la plus grande partie aux universités. Ainsi, il permet de fournir un cadre de travail aux chercheurs et favorise l'interaction entre les disciplines, les établissements d'enseignement supérieur, et les acteurs économiques. Les tiers-lieux universitaires viennent en complément des laboratoires de recherche, car ils ont une dimension interactive et pratique plus forte, et leurs permettent de valoriser le travail des chercheurs, des enseignants et des étudiants. La valorisation de la recherche apparaît récemment comme une étape indispensable au développement du secteur mais aussi et surtout une manière de faire connaître leurs travaux et de les confronter d'autant plus aux problématiques traitées. Par le PIA 3 de 2017, un budget de 3 milliards d'euros sur 10 milliards au total est alloué à la valorisation de la recherche. Autant dire que l'intérêt pour cette discipline est grandissant et révélateur d'opportunités de développement. « On voit aussi changer les rapports entre les différentes sciences, et de nouvelles passerelles se créer, par exemple entre sciences de l'information, sciences de l'éducation, psychologie cognitive, sciences de gestion, science des organisations [...] » (Delesalle, 2012) car en effet, les investissements dans le numérique au sein des EES accompagnent les mutations de l'environnement en général.

Les enseignants, depuis l'autonomie des universités, participent dorénavant à l'élaboration des offres de formations (Leroy, 2011). En complément de ses aptitudes professionnelles liées au métier d'enseignant, ces derniers peuvent regrouper la constitution des diplômes avec l'opportunité des tiers lieux universitaires. Ce point a d'ailleurs fait l'objet d'ouverture de nouveau diplôme universitaire, tel que « Master Gestion des Territoires et Développement Local : Tiers Lieux et Dynamiques Territoriales » à l'Université Polytechnique Haut de France qui vise à former les animateurs de tiers lieux.

Yoan Morin (2016) traite le sujet de la valorisation académique, et il l'a voit comme une opportunité pour la communauté scientifique d'apporter une réelle valeur ajoutée à leurs travaux. Il décline la valorisation sur 4 axes : scientifique, pédagogique, économique et sociale. Les tiers-lieux universitaires quant à eux, interviennent en France au cœur des universités lorsque la valorisation académique prend un essor important. De ce fait, ils s'invitent et s'immiscent dans le lien « science-société » et par le rôle grandissant des enseignants-chercheurs qui incarnent les nouveaux acteurs de la RSSU. Notamment par leur rôle

d'intermédiaire facilitateur et de mobilisation citoyenne, les tiers lieux libèrent les enseignants chercheurs des pratiques universitaires qui les emmènent vers science pratique, autour d'une nouvelle communauté et au sein d'un nouveau lieu, donc une culture pédagogique qui se transforme.

D'autre part, les tiers lieux leur confèrent les compétences de la conduite de projet à vocation territoriale. Ce n'est pas un aspect nouveau, mais la multiplication de l'implication des enseignants chercheurs dans les projets qui lient collectivités locales, acteurs du territoire, communauté universitaire et tiers lieux leur permet de développer des compétences, soit nouvelles, soit trop peu utilisées. De par notamment la pédagogie par projet, l'innovation ouverte, la culture du numérique, les incubateurs universitaires, les équipes pluridisciplinaires, les enseignants chercheurs engagés génèrent de nouvelles aptitudes managériales, entrepreneuriales, de conduite de projet, voire même de suivi opérationnel qui sont propres à ces changements de cultures.

Il y a donc une réelle réflexion entre lieu et pédagogie, entre moyen et espace, entre pratique et théorie. Une intelligence pédagogique se développe. Weisser (1997), a d'ailleurs étudié le changement des relations entre élèves et professeur « Pour une pédagogie de l'ouverture ». Les tiers lieux et leur culture s'y prêtent amplement, offrant alors des opportunités réciproques de construction de nouveaux profils, vers la professionnalisation pluridisciplinaire. Une culture qui tend à se diffuser sur le territoire.

4. Transférer l'idéologie novatrice des tiers lieux sur le territoire

La connaissance est vue comme un bien commun non rival, le tiers lieu en est un de ses mobilisateurs les plus à même de transcrire l'innovation par l'intelligence collective répondant aux attentes de l'innovation sociale. Ricardo Petrella (1997), dans son ouvrage « Le bien commun » traite de la citoyenneté sociale : « une société qui fonde l'appartenance sur des bases d'ouverture, de dialogue et de respect des autres groupement humains [...] ». Pour basculer sur le concept des tiers lieux, Burret (2017) les définit comme : « une configuration sociale où la rencontre entre des entités individuées engage intentionnellement à la conception de représentations communes ». Dans notre société qui prime l'innovation sociale, les

nouveaux mouvements sociaux, le lien « science-société », l'apprentissage par la pratique, le savoir pour tous, les tiers lieux s'implantent alors aisément en défendant ces idées. Nous verrons alors que ces espaces ont tendance à institutionnaliser un mouvement qui entraîne bon nombre de lieux à s'essayer au concept : une idéologie qui se territorialise.

« L'espace de reconnaissance et de concrétisation de la citoyenneté n'est plus seulement l'espace de l'État nation (ou d'un État multinational): il le déborde pour s'approcher de celui de la société tout court » (Petrella, 1997). Dans une perspective toute autre, le questionnement de l'intervention des tiers lieux dans la société révèle à Levy-Waitz (2018) qu'« au-delà de ces changements, la société apprenante engage un véritable mouvement de déconcentration des lieux de savoirs et d'apprentissage sur l'ensemble du territoire ». La dimension novatrice des tiers lieux se retrouve dans leurs caractéristiques sociales. Ils se veulent inclusifs et intégrateurs, sans distinction sociales, jouant justement de cette diversité de parcours, d'identité, d'intelligence pour former des projets communs, ce que Burret (2017) nomme « récits communs ».

« D'autres s'intéressent tout particulièrement à la ville et aux nouvelles conditions de la fabrique urbaine. En s'appuyant sur des méthodes d'innovation ouverte et sur le potentiel des outils numériques, ces tiers-lieux défendent l'idée d'un urbanisme qui ne soit plus le patrimoine exclusif d'experts (ingénieurs, architectes ou urbanistes) mais qui soit co-produit avec les habitants et les utilisateurs des villes » (Besson, 2017). Nous pouvons notamment citer l'exemple de Med'In, le tiers lieu de l'Université Côte-d'Azur qui propose une plateforme numérique sous forme d'application pour mettre à disposition les offres et services que proposent Med'In en connexion direct avec tous les acteurs du territoire. Il est justement demandé d'apporter des processus d'apprentissage, de collaboration, de recherches plus riches et inclusives afin de développer le concept de la construction de la connaissance. Levy (1997) parle notamment d'une approche éthique de l'intelligence, à entendre sous la forme « travailler en bonne intelligence ». Pour l'auteur, « cette vision d'avenir s'oriente autour de deux axes complémentaires : celui du renouvellement du lien social par le rapport à la connaissance et celui de l'intelligence collective proprement dite ».

Besson, dans une interview de 2014 pour La Métropole de Lyon, parle de l'émergence des tiers lieux et dit : « Au niveau spatial, les Tiers Lieux se développent de manière diffuse à l'échelle des villes et non plus de manière concentrée sur des sites urbains de quelques

centaines d'hectares. D'un point de vue sociétal, les Tiers Lieux interrogent systématiquement le détournement des innovations au regard de finalités sociales, urbaines, culturelles ou environnementales plus larges, ainsi que la co-production des innovations par les habitants et les utilisateurs ». Dans un autre registre, Vallat (2017) parle de la logique de faire, vu comme une réponse « aux déclin des firmes », pour « l'union de l'art et de la technique », dans des concepts sociaux tels que *l'empowerment*.

Si l'on en croit l'insaisissable montée en puissance des tiers lieux à travers le monde, dans le privé comme dans le public, la multiplication de leur fonction et responsabilités au sein des territoires ainsi que les nombreux revues et ouvrages littéraires qui traitent du sujet, nous pouvons en déduire que le concept se territorialise. D'autant plus que leur développement au sein des universités le traduit. Et ce, pour le bien de l'économie de la connaissance, pour la compétitivité des territoires, pour l'émancipation citoyenne et pour l'attribution de nouvelles valeurs sociales à la quête de l'innovation. Dans leur engagement pour la RSSU, les universités se modernisent et incorporent des lieux alternatifs viables.

C. Tiers lieux et nouvelles pratiques dans l'ESR

L'innovation ouverte et la valorisation du parcours étudiant profitent de la progression des tiers lieux au sein des universités. Il se développe alors autour de ces processus stratégique de management de la connaissance et développement du capital humain, des nouvelles méthodes pédagogiques et une communauté de pratique.

1. Innovation ouverte

« Le tiers lieu est une interface ouverte et indépendante permettant l'interconnexion ainsi que le partage de biens et de savoirs. » (Levy-Waitz, 2018). Avec l'ère d'internet et des TIC toujours plus modernes et sophistiquées, la population voit l'innovation et l'accès à la technologie se démocratiser de façon fulgurante, créant ainsi une ouverture des possibles pour chaque individu. Rendre populaire ce qui autrefois appartenait aux spécialistes. Au XIX siècle, apparaissent trois mouvements contre l'obscurantisme, la misère et le capitalisme afin de fournir une éducation pour tous. L'éducation populaire verra le jour au début du XX siècle ; une éducation du peuple, pour le peuple, par le peuple.

Le mouvement de l'éducation populaire symbolise la démocratisation de l'éducation. Avec la révolution des tiers-lieux et la culture de l'Open Access, nous avons popularisé la recherche constante d'amélioration au service de l'homme : l'innovation sociale. On parle d'innovation ouverte ou *open innovation*, introduit par Henry Chesbrough en 2003 symbolisant une culture de la recherche et du développement de l'innovation basée sur la collaboration. Certain lui confère même un attrait éthique voire solidaire, l'associant à l'ESS dans une logique de partage des savoir-faire et connaissance précédé de l'Open Access. La culture de l'Open Access incarne la démocratisation même de l'innovation collective, favorisée par la production et la transmission de la connaissance. Alors la chaîne de valeur de Porter, désignant la capacité à obtenir un avantage concurrentiel pour un groupe, une entreprise, un domaine, est bouleversée. L'écrivain et professeur américain Yochai Benckler lors des TedGlobal 2005 parle d'un nouveau phénomène social, illustré par Wikipédia, Skype ou encore les logiciels libre. C'est un nouvel *set of values* ou ensemble de valeurs, que les individus comme les organisations voient comme un changement critique à long terme mis en évidence par internet : la production sociale. « Dans le cadre du mouvement et des communautés du logiciel libre, on constate encore aujourd'hui des liens très étroits avec l'université : beaucoup de logiciels libres sont ainsi produits et maintenus par des étudiants et leurs professeurs » (Goldenberg et Couture, 2007).

« Un ensemble de formes organisationnelles de production et partage des savoirs peut être identifié et caractérisé par un objectif central qui est celui de la préservation d'un espace collectif ou public de circulation des connaissances. Ce nouveau modèle peut être caractérisé par des processus collaboratifs rapides orientés vers la production de savoirs et vers l'innovation, en prenant appui sur une règle d'accès libre et de partage des connaissances » (Foray, 2009). Les tiers-lieux sont l'image même de la culture collaborative dont les prémices se retrouvent dans le mouvement de l'innovation ouverte. Par exemple, le Catalyseur, tiers lieux et incubateur de l'Université de Toulouse se dit être fondamentalement un lieu de rencontre entre différentes communautés : étudiants, personnels académiques, entreprises, institutions publiques, etc. Ces interactions doivent permettre de créer un terrain propice à la créativité et l'innovation. « La démarche induit un changement profond dans la culture, les outils et les processus, pour passer d'une approche au cas par cas à des dispositifs et à une

organisation orientés vers l'identification et la collaboration avec des partenaires externes divers », et « se montre efficace à condition que les investissements et le soutien managérial soient à la hauteur » (Manceau, Fabbri, Moatti, Kaltenbach, Bagger-Hansen, 2012). Dans cette perspective qui induit un changement essentiel, les tiers lieux universitaires apportent leur touche novatrice pour développer le capital humain des universités. Ce changement peut notamment passer par la relation qui se développe entre usagers et personnel du lieu. Elle doit être de proximité et spontanée, de manière à introduire l'élève dans le processus de transformation de la culture pédagogique.

Ces lieux où convergent les idées, les connaissances, les savoir-faire. Ils fluctuent entre les individus du lieu, de manière à créer une symbiose constante entre action et connaissances. « En s'appuyant sur des méthodes d'innovation ouverte et sur le potentiel des outils numériques » (Besson, 2017), ces tiers-lieux deviennent des mobilisateur de compétences faisant émerger une production de solution collectives (Suire, 2013). « La confiance et la capacité d'absorption des compétences externes sont les principaux ingrédients d'un succès partagé avec les partenaires » (Manceau, Fabbri, Moatti, Kaltenbach, Bagger-Hansen, 2012)

2. Valorisation des parcours étudiant : par la pédagogie de projet

A travers des nouvelles façons de travailler (Burret, 2001), des nouveaux liens (Suire, 2016), le faire-ensemble (Levy Waitz, 2018), le faire soi-même (Bohas, Faure et de Vaujany, 2017) on trouve des nouvelles formes pédagogiques d'apprentissage par le faire. Michel Lallement (...) parle de « L'âge de faire », ironiquement vrai, c'est le retour vers le futur d'une nouvelle façon de recevoir et transmettre le savoir. « Les tiers-lieux font partie de ces nouveaux lieux d'apprentissage où les savoirs circulent plus librement, plus facilement, et où de nouvelles formes d'apprentissage et de formations se développent » (AMI « Nouveaux lieux, Nouveaux liens », 2019). En effet, c'est par la pédagogie par projet, initiée par John Dewey et développée par William Heard Kilpatrick, que les tiers lieux universitaires désirent innover dans la stratégie pédagogique des universités. C'est leur mécanique de fonctionnement.

Benjamin Franklin disait : « Tu me dis, j'oublie. Tu m'enseignes, je me souviens. Tu m'impliques, j'apprends ». C'est l'objet même du mouvement des tiers lieux, alterner discussion, enseignement et implication, de façon mutualisée et dans un esprit de construction

collective de solutions et de connaissances. En effet, comme expliqué précédemment, les tiers lieux sont le prolongement concret des universités en termes d'insertion professionnelle, de découverte et de développement des compétences. Ils viennent compléter l'apport de connaissances acquises à l'université et cherchent à mettre en marche une dynamique d'application, d'exploration, d'évaluation et de valorisation de la théorie par la pratique. « Des initiatives ont participé à la formation des étudiants aux compétences sociales par la conduite de projets, la valorisation des initiatives étudiantes et de l'engagement étudiant » (Annoot, 2012). Booster l'initiative étudiante serait alors la clé du succès pour valoriser leur parcours par l'application de leurs compétences.

« Ces espaces s'inscrivent dans une logique d'apprendre en faisant et de faire en apprenant. Ils en activent les trois principes fondateurs :

- porosité des parties prenantes ;
- créativité des pratiques (réflexives et génératives) ;
- convivialité des échanges (bienveillance et ouverture). » (AMI « Nouveaux lieux, Nouveaux liens », 2019).

Leroy (2011), au travers de ce qu'il qualifie comme l'ère de l'économie de la connaissance, les universités avec leur territoire s'accorde à « une conversion de l'enseignement supérieur à l'économie réelle ». Du « culte de la recherche à la quête de l'insertion à tout prix, mettant en adéquation des compétences à de supposés besoins du marché ». C'est le temps du savoir utile et de la pratique formatrice. Pour ce faire, les tiers lieux utilisent une méthode d'application des connaissances très concrète, la pédagogie par projet, professionnalisant un peu plus ses usagers. En proposant cette stratégie pédagogique, les étudiants seront plus aptes à s'insérer dans le monde du travail, car ils y seront confrontés, plus ou moins, et devront jouer de leurs connaissances pour approuver leurs compétences. Certains tiers lieux universitaires, comme celui de l'Université Côte-d'Azur parle de « l'ingénierie de l'engagement étudiant » comme objectif de la pédagogie par projet.

« Dans la mesure où le projet est délibérément choisi par le groupe, ce dernier peut y engager toute son énergie pour accomplir toutes les actions nécessaires à sa réalisation. Il s'agit d'une démarche de recherche/découverte dans laquelle les élèves se posent des questions et doivent apporter eux-mêmes des réponses de manière collective » (Léger-Jarniou, 2008). Les

étudiants font alors des choix pragmatiques, ils choisissent des projets qu'ils leur tiennent à cœur et leur permettent de s'épanouir dans l'accomplissement des tâches. Le pragmatisme « situe ainsi le processus de construction du savoir comme étant un processus intégré, qui fait le lien entre la théorie et la pratique » (Morin, 2016). La pédagogie par projet mêlant ainsi théorie et pratique transforme le processus de construction du savoir, en un processus intégré, qui fournit de nouvelles situations de travail, souvent en équipe, avec des objectifs plus concrets. C'est une stratégie pédagogique qui permet à l'enseignant d'ajuster sa pédagogie, en mettant les étudiants au cœur de problématiques territoriales, et de cette manière entraîner les élèves à concevoir, construire, conduire, évaluer, valoriser et finaliser un projet.

Dans une logique constructive, nous pouvons aisément dire que la pédagogie par projet se mêle légitimement, voire automatiquement, à la manière de travailler des tiers lieux. De ce fait, pour participer à l'insertion professionnelle des étudiants par la valorisation de leurs compétences, les tiers lieux universitaires sont un outil très intéressant, et qui plus est, permettent de répondre très favorablement à la quête de la RSSU, et notamment aussi aux directives européennes de l'ESR.

3. Tiers-lieux et communauté de praxis

L'environnement conditionne la pratique. Les tiers lieux ont pour vocation à créer une communauté d'utilisateurs autour de la pratique, de l'utilisation d'outils, qu'ils soient numériques ou non. La praxis a été définie par Aristote comme la pratique ou l'action, des activités qui ne sont plus théoriques, mais qui viennent à transformer le sujet. De plus, l'utilisation et la pratique ont un effet regroupant, qui constitue au final une communauté de pratique. Un objectif que souhaitent notamment atteindre les tiers lieux en général. Générer une collaboration active des utilisateurs autour de « représentations communes ». Au sein de l'économie de la connaissance et du management de la connaissance, la communauté de pratique est un élément essentiel qui structure le lien entre pratique et apprentissage.

A la base, on perçoit au sein de la société plutôt une communauté de pairs (Lallement, 2017) : ouvriers ; femmes ; ingénieurs ; etc... puis vient alors à travers des lieux, des groupes, des pratiques, une communauté de pratique. Wenger (1998), dans *Communities of practice* (Annexe 5), identifie quatre composantes de l'apprentissage qui sont : *meaning, practice,*

community and identity. Il sera alors intéressant de conjuguer les définitions de Wenger pour chaque composante avec le concept des tiers lieux.

Composante	Définition pour Wenger (en français)	Conjugaison aux tiers lieux
<i>Meaning</i> (sens)	« Une façon de parler de notre capacité significative à expérimenter, vivre le monde. »	Les tiers lieux en général soutiennent cette nouvelle manière de travailler, de penser et d'agir
<i>Practice</i> (pratique)	« Une façon de parler de l'histoire et de la société commune des ressources, des cadres et des perspectives qui soutiennent l'engagement mutuel dans l'action. »	Cela se retrouve dans les valeurs que défendent les tiers lieux : inclusion, diversité, innovation sociale, ouverture, égalité et intégrité
<i>Community</i> (Communauté)	« Une façon de parler des configurations sociales dans laquelle notre entreprise est définie et dont notre participation est reconnaissable comme compétence. »	Levy-Waitz parle notamment d'une « reconnaissance des compétences de ceux et celles qui » font vivre les tiers lieux
<i>Identity</i> (Identité)	« Une façon de parler de la manière dont l'apprentissage change qui nous sommes. »	C'est un des combats des tiers lieux. Accompagner les usagers dans la mutation de l'environnement pour faire évoluer leur champ de vision.

[Cela va même plus loin, si l'on réfléchit dans la logique Maussienne de don-contre don qu'applique de manière habituelle les tiers lieux, chacun apprend de l'autre, et d'ailleurs s'en est même le lieu qui va en être changé, car ce sont les usagers qui façonnent le lieu.]

On voit donc facilement le rapprochement des tiers lieux et communauté de pratique au sens de Weber. On y retrouve chaque composante énumérée, qui incite donc à faire balancer les méthodes d'apprentissage vers la pratique pour donner du sens, en créant une communauté et une identité au lieu. Il est intéressant, et dans le prolongement de la pensée de Weber, d'utiliser la notion de praxis, qui induit l'action ou la pratique transformatrice de l'utilisateur.

Pour Lallement (2017), travailler, faire « c'est aussi partager des représentations qui informent les manières de penser, de sentir et d'agir. Pour cette raison, le travail et l'organisation du travail sont inséparables ». Il y a une sorte de reconnaissance commune, qui est plus forte qu'une reconnaissance d'accomplissement personnel, car celle-ci implique une

appartenance à un groupe, cette sociabilité, selon Burret (2017) et Oldenburg (1989), qui se trouve dans les rapports sociaux et dans les tiers lieux notamment. Cette reconnaissance, Lallement (2017) la nomme « la reconnaissance de la communauté ».

Cette ferveur communautaire devrait se ressentir au sein des universités et des étudiants. Néanmoins, elle n'est que trop peu présente car la pratique n'y est pas assez développée. Cependant, l'arrivée des tiers lieux universitaires est une force pour contrebalancer cette faiblesse. Ils permettront ainsi d'incorporer l'engagement étudiant au travers de travaux communs, tournés vers la conception et réalisation de projets qui auront une influence sur le devenir de l'étudiant. C'est avec cette perspective pédagogique de l'apprentissage par la pratique au sein des tiers lieux universitaires que les étudiants découvriront leur savoir-faire et s'orienteront vers des activités qui les motivent ; en somme vers le métier convoité. Ils développeront un savoir-être, indispensable au monde du travail, qui se retrouve dans l'élaboration commune de projets mais aussi dans la rencontre informelle d'autres individus. D'une autre manière, les offres de formations pourront elles aussi être amenées à changer et à s'adapter à l'apprentissage par la pratique. Une manière d'ouvrir les champs de l'enseignement supérieur vers les tiers lieux universitaires. Cette stratégie pédagogique contribue à l'amélioration de l'insertion professionnelle des étudiants, un des indicateurs majeurs de performance des universités.

Foray (2009) souligne que de « l'appartenance à une communauté de pratique » et les sentiments qui en découlent, favorisent nettement « l'apprentissage » par la pratique. C'est une façon pragmatique d'orienter le travail individuel vers le travail collaboratif, soulevant les questions d'apprentissage, de construction autant personnelle que professionnelle. Cette stratégie pédagogique qu'offre la création de tiers lieux universitaire, a donc une double vocation : celle de développer les offres de formations via l'apprentissage par l'usage et de ce fait, améliorer l'insertion professionnelle des étudiants.

4. Les tiers lieux et le numérique : source d'inspiration pour des transformations pédagogiques

« Les nouveaux outils doivent permettre de faire émerger de nouvelles pédagogies, à distance ou en présentiel, entre application de connaissances et coproduction, en associant

enseignants, tuteurs et pairs » (Audic, 2013). Au confins de réflexions dans l'apprentissage au XXI siècle, on considère que l'implantation de tiers-lieux numériques a pour vocation de co-construire des réponses aux problématiques diverses et variées, notamment dans les méthodes pédagogiques. Ces derniers sont des leviers pour la société dans son ensemble afin de permettre le développement de la capacité de réception, compréhension et de réflexion de l'information. Il est nécessaire de miser sur les nouvelles méthodes d'apprentissage pour offrir aux apprenants de nouvelles perspectives, par des moyens et méthodes plus modernes.

Les tiers-lieux ont pour vocation d'incarner ces nouvelles méthodes d'apprentissage permettant finalement aux apprenants de s'appropriier les lieux, donc les méthodes. C'est le principe d'une société apprenantes : chaque personne, individuellement qualifiée, doit être en mesure et en capacité de s'autoproclamer constructeur et partageur de connaissances (Levy-Waitz, 2018). Mais qu'est-ce que peuvent amener de plus, les tiers-lieux, que l'appropriation technologique et numérique ?

Neil Gershenfeld, affirme que ces lieux peuvent changer la manière de penser et de travailler en donnant un regard plus approprié et dans son temps à la manière d'enseigner et de recevoir l'enseignement. Un modèle d'apprentissage non plus descendant, mais réciproque. Ce dernier souligne bien le double sens de cette approche, une logique don-contre don. Initié par Marcel Mauss, le don-contre-don est une forme de contrat social basé sur la réciprocité. Par exemple, dans les communautés de logiciel libre, ou *open source* la constitution de leurs échanges est orientée vers cette logique de don-contre don. Depuis peu, puisqu'auparavant intouchables, les modèles d'apprentissage suivent cette logique collaborative pour sortir de l'obsession sacralisée de l'enseignant-savant et l'étudiant-ignare. L'idée n'est donc pas de remettre en question les matières d'apprentissage, quoi que le numérique y prête un semblant d'interrogation, mais plutôt une tentative, aussi modeste soit-elle, de révolutionner les relations. En soit, les rôles de l'étudiant et de l'enseignant. La théorie du don-contre don s'installe au sein de ces relations et dans les mœurs d'apprentissage. Pour ainsi dire, l'enseignant, qui développe une sorte de prestige dans le rite de l'apprentissage : savoir-donner, et quant à l'étudiant, ou le receveur, doit dans un premier temps : savoir-recevoir mais aussi et modestement : savoir-rendre par la suite. Dorénavant, les enseignants se doivent de « trouver un équilibre entre le rôle de référent pour la connaissance et de maître ignare » (Philippe Audic, 2013).

« La position du savoir dans notre société évolue » (Philippe Audic, 2013). En effet, l'ère du numérique ouvre le champ des possibles dans la manière d'apprendre mais aussi et surtout les moyens. On voit par exemple l'apparition des Massive Open Online Course (MOOC), des formations à distance ouverte, qu'une grande partie des tiers lieux universitaires mettent en avant, et proposent d'ailleurs aux enseignants du matériel et espaces pour en produire. Récemment, suite à la crise sanitaire du COVID-19 et ses impacts sur la rentrée 2020, un AAP « Hybridation des formations », désirent vouloir « repenser l'intégralité des modes d'enseignement pour concourir à la réussite des étudiants, peu habitués à ces modalités de formation, et pour permettre le développement de nouvelles compétences pédagogiques numériques pour les enseignants ».

Des nouvelles formes de pédagogies qui permettent aux étudiants mais aussi aux enseignants de répondre aux enjeux de demain. Des initiatives universitaires qui s'intègrent dans la veine des tiers-lieux. Le LAB cité Metz, tiers lieu citoyen et universitaire, favorise l'innovation pédagogique des étudiants à travailler en mode projet. Pour le directeur de FAB-Cité : « la façon de travailler des jeunes est très différente, on ne doit plus travailler sur des cours magistraux ou Travaux Dirigés (TD) mais sur des formes de projets [...] arriver à mélanger des publics à travers des projets concrets ». En d'autres termes, la pédagogie traditionnelle se transforme. Même les cours présentant le plus de pratique, les TD, ne sont plus au goût du jour. L'attribution managériale des enseignants est trop inflexible. Contrairement à cela, les tiers lieux invitent à déhiérarchiser ces relations, car la mise en place d'un lieu exclusivement réservé à cette pratique induit des comportements autres. « La possibilité d'apprendre en tous lieux et à tout moment sur presque tous les sujets et la facilité actuelle à produire, collecter, partager et analyser des données en masse » (Levy-Waitz, 2018). Comme le souligne l'auteur, c'est certainement le lieux qui provoque se changement de paradigme de l'éducation, et nous incite donc à transformer les méthodes pédagogiques.

Conclusion

L'objectif à travers ce mémoire était d'insérer le concept des tiers lieux, et son déploiement au sein de la communauté universitaire, comme étant une réponse concrète des politiques universitaires en vigueur pour accompagner l'environnement en mutation mais aussi pour appliquer la RSSU avec une nouvelle stratégie pédagogique.

D'une manière générale, un maillage territorial s'est opéré entre l'université et les acteurs du territoire. C'est l'avènement de la RSSU et de la prise de consciences collective de l'importance du rôle des universités dans le développement économique et social vers une société apprenante. La multiplication des plans de financement, des programmes d'investissement, de l'importance de la recherche pour la société, le rôle majeur des universités dans la production de la connaissance pour répondre aux besoins territoriaux. La géographie universitaire se déploie sur tout le territoire. Son organisation est groupée dans une intelligence collective afin d'accompagner une économie des territoires. Les universités en viennent même à être, par leur stratégie, des acteurs proactifs dans la définition des politiques sociales. Elles deviennent régulateurs sociaux dans la production de savoir, mais font aussi valoir des valeurs républicaines à travers ce que nous avons appelé « l'ingénierie territoriale ». Les méthodes de recherche se modernisent, et nous les voyons se démocratiser pour créer ce lien « science-société ». « Université-Territoire » est alors une relation qui perdure et se pérennise avec notamment l'apparition des tiers lieux universitaires à l'aube de la révolution des stratégies pédagogiques.

En effet, nous voyons l'apparition des tiers lieux universitaires dans la dynamique de la formation d'une « configuration universitaire » (Morin, 2016). La modélisation de ces espaces au sein des universités se fait autour des incubateurs, des *fablabs* et *livinglabs* et des espaces de coworking. Chaque modèle remplit une fonction à part pour la quête de la RSSU et de l'innovation pédagogique. Nous avons pu voir alors que les espaces de coworking étaient présents sur chaque tiers lieux universitaires français et que les *fablabs* sont la modélisation de lieu la plus courante. Les tiers lieux deviennent des véritables sources de vitalité économique et sociale. Ces espaces permettent de reconquérir l'attractivité des territoires, en liant proximité et intégrité. L'espace public se dynamise, les tiers lieux développent se déterminisme volontaire et communautaire, prônant l'horizontalité et la gouvernance partagée

Cette dynamique moderne de lieux alternatifs au sein des universités offre une horizontalité du transfert des connaissances, et dimensionne cette relation « Université-Territoire » œuvrant pour un lien « science-société » inédit. L'enjeu de l'animation de tiers lieux universitaires réside alors dans la création et le maintien de nouvelles relations sur le territoire. Ils deviennent alors des intermédiaires facilitateurs et développent une interdépendance entre acteurs que l'on retrouve dans les territoires intelligents. Véritables vecteur de sociabilité, ces fabriques de territoires se mêlent légitimement au paysage universitaire. En plus d'être une aubaine pour les territoires, c'est la communauté universitaire qui bénéficie des biens faits de ces espaces alternatifs. Au travers de l'innovation pédagogique, thème d'activité principal retenu des tiers lieux universitaires, les enseignants chercheurs, autant que les étudiants engagés développent des compétences nouvelles et améliorent cette insertion professionnelle et l'impact de la communauté universitaire exigée par la RSSU. C'est la stratégie pédagogique des universités qui s'en voit modifiée : innovation ouverte, pédagogie par projet, pratique formatrice. L'environnement conditionne la pratique, et la pratique forme la communauté.

Nous en venons donc à conclure que, dans l'avènement des universités autonomes, aux confins de la construction d'une « configuration universitaire », à travers la relation « Université-Territoire », les tiers lieux universitaires ont un rôle d'intermédiaire facilitateur qui traduit le rôle de régulateur social des universités dans la production du savoir. Ils révolutionnent la pédagogie. Un secteur difficile à transformer, de par les inspirations et traditions historiques. L'objectif est donc d'apporter du changement en créant des lieux alternatifs qui régulent et multiplient les relations entre territoire et communauté universitaire.

Pour Morin (2016), le pragmatisme est ce qui fait le lien entre la théorie et la pratique. Alors d'une façon peut être singulière, l'innovation sociale ainsi que la culture de l'entrepreneuriat chez les étudiants à travers les tiers lieux rejoignent et complètent alors l'offre universitaire afin de se conformer aux objectifs territoriaux et à l'impact social des universités. La pédagogie par projet induit cette forme de pragmatisme, considérant les étudiants comme des acteurs du territoire à part entière. L'avenir pédagogique résiderait-elle dans une approche plus conceptuelle de l'apprentissage par la pratique ? Les tiers lieux universitaires sont-ils une réponse durable aux attentes des nouvelles stratégies pédagogiques ?

Bibliographie

- Anadon, M. (2007). *La recherche participative : multiples regards*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Annoot, E. (2012). La responsabilité sociale des universités en France : un concept en émergence ? *Education et socialisation*.
- Arlotto, J., Pacitto, J.-C., & Saingré, J. (2015). Les incubateurs de l'enseignement supérieur parient sur l'effet-réseau. *Entreprendre et innover*, 27-35.
- Audic, P. (2013). *Mutations sociétale : la transition numérique*. Nantes: Conseil économique, sociale et environnemental du Pays de la Loire .
- Aussenac-Gilles, N., Charlet, J., & Reynault, C. (2012). Les enjeux de l'Ingénierie de la Connaissances . Dans F. Sèdes, J.-M. Ogier, & P. Marquis, *Information, Interaction, Intelligence : le point sur le I(3)* (pp. 244-266). Toulouse: Cepaduès Editions .
- Benko, G., & Pecqueur, B. (2001). Les ressources de territoires et les territoires de ressources. *Finisterra*, 7-19.
- Berrhail, F. (2013, 04 22). *Pourquoi le numérique a transformé l'espace public*. Récupéré sur Mediapart : <https://blogs.mediapart.fr/fabrice-berrahil/blog/220413/pourquoi-le-numerique-transforme-l-espace-public>
- Danner, M., & Schutz, N. (2017). Démocratiser la culture entrepreneuriale dans l'enseignement supérieur : les limites d'un programme basé sur le volontariat. *Formation emploi*, 140, 107-127.
- Delesalle, C. (2012/2 N°36). L'information dans le "monde numérique" : un paysage en transformation permanente . *Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire*, 17-20.
- Dubois, V. (2009). L'action publique. *La Découverte*, 311-325.
- ESRI. (2018). *Pour une région innovation, compétitive et attractive* . Paris: Région Ile de France.
- Foray, D. (2009). *Economie de la connaissance* . Paris : La Découverte.
- Gendron, C., & Turcotte, M.-F. (2006). Mouvements sociaux économiques et gouvernance : une nouvelle structuration du marché? *Les Cahiers de la Chaire*.
- Goldenberg, A., & Couture, S. (2007). La circulation du savoir entre chercheurs et acteurs communautaires. Dans S. Proulx, S. Couture, & J. Rueff, *L'action communautaire québécoise à l'ère du numérique*. Québec: Presses de l'université du Québec .
- Gonzalez-Laporte, C. (2014). *Recherche-action participative, collaborative, intervention... Quelles explicitations?* Labex ITEM.
- Granget, L. (2005). La responsabilité sociale des universités à l'heure du savoir comme marchandise. *Communication et organisation*, 127-147.
- Hendrickx-Candéla, C. (2001/1). Externalité de connaissance et localisation des activités : une revue des analyses empiriques . *Revue d'économie régionale & urbaine*, 11-37.

- Kok, W. (2003). *Rapport de la Task Force pour l'emploi*. Communauté européenne.
- Lallement, M. (2015). *L'âge du faire : Hacking, Travail, Anarchie*. Paris: Editions du Seuil.
- Leduc Browne, P. (2016). La montée de l'innovation sociale. *Quaderni*, 55-66.
- Léger-Jarniou, C. (2008/5 N°185). Développer la culture entrepreneuriale chez les jeunes. *Revue française de gestion*, 161-174.
- Leroy, M. (2011). *Universités - Enquête sur le grand chambardement*. Paris: Autrement.
- Lévy, P. (1994). *L'intelligence collective : pour une anthropologie du cyberspace*. Québec: La découverte.
- Lobo Xavier, G. (2013). *Plan d'action "Entrepreneuriat 2020"*. Bruxelles: Comité Economique et Social Européen.
- Manceau, D., Fabbri, J., Moatti, V., Pierre-François, K., & Bagger-Hansen, L. (2012/1 N°144). L'open innovation ouvre à de nouvelles pratiques. *L'expansion management review*, 115-122.
- Marchais-Roubelat. (2018/1 N°9). L'intelligence des territoires. *Prospective et stratégies*, 113-115.
- Martinot-Lagarde, P. (2008/4 N°305). De nouvelles formes d'engagement. *Revue de projet*, 48-54.
- Martre, H., Clerc, P., & Harbulot, C. (1994). *Intelligence économique et stratégies des entreprises*. Paris: La documentation française.
- Michaux, V. (2001/8 N°217). Les déterminants de la performances des gouvernances territoriales. Le cas des stratégies concertées de développement durable des territoires. *Revue française de gestion*, 35-60.
- Mille, M. (2004/3 N°16). Université, externalités de connaissances et développement local : l'expérience d'une université nouvelle. *Politique et gestion de l'enseignement supérieur*, 89-113.
- Morin, Y. (2016). *L'Université en ses territoires : l'Enseignement Supérieur et la Recherche comme opérateur territorial*. Université de Grenoble Alpes: Architecture, aménagement de l'espace.
- Nationale, A. (2013, 07 22). *LOI n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche*. Récupéré sur JORF n°0169 du 23 juillet 2013 page 12235: <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027735009&categorieLien=id>
- OCDE. (2007). Concurrence mondiale, engagement local. *Enseignement supérieur et régions*.
- Oldenburg, R. (1989). *The Great Good Place*. Da capo press.
- Perriault, J. (2011/1 N°59). Ingénierie de la connaissance, industrie de la connaissance. *Hermès, La Revue*, 163-164.
- point, L. (2019, 03 03). *Neil Gershenfeld : « L'évolution n'a rien d'un processus hasardeux »*. Récupéré sur Le point: https://www.lepoint.fr/futurapolis/neil-gershenfeld-l-evolution-n-a-rien-d-un-processus-hasardeux-03-03-2019-2297668_427.php

- Recherche, E. S. (2014, 06 20). *PEPITE*. Récupéré sur Gouv.fr: <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid79223/pepите-poles-etudiants-pour-l-innovation-le-transfert-et-l-entrepreneuriat.html>
- Richez-Battesti, N., Petrella, F., & Vallade, D. (2012/2 N°38). Innovation social, une notion aux usages pluriels : quels enjeux et défis pour l'analyse ? *Innovations*, 15-36.
- Suire, R., & Vicente, J. (2015). Récents enseignements de la théorie des réseaux. *Revue d'économie industrielle* 152, 91-119.
- TedGlobal. (2005, 07 12). Yochai Benkler sur l'économie de l'Open Source. Oxford, Grande Bretagne.
- Toast, F. (2019, 11 26). Les tiers lieux dans l'esprit du temps. Lorrain, Grand-Est, France.
- UNESCO. (1998). Vision et actions et Cadre d'action prioritaire pour le changement et le développement de l'enseignement supérieur. *Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur pour le XXIe siècle*. Paris: Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
- UNESCO. (2009). La nouvelle dynamique de l'enseignement supérieur et de la recherche au service du progrès social et du développement . *Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur*. Paris: Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture .
- Vallat, D. (2017). Que peut-on apprendre des tiers-lieux ? *XXVIe conférence de l'AIMS – Lyon*. Lyon: Structure Fédérative et de Recherche MAELYSE.
- Veltz, P. (2008). Territoires et universités : les enjeux d'une redécouverte. *Presse universitaires de Cean*, 247-260.
- Weber, E. (1998). *Communities of practice* . Cambridge: Cambridge University Press.

Annexe

Annexe 1 : Les territoires intelligents

Définition des « TICA »

Le principe

Le principe repose sur l'optimisation des relations entre les territoires et les communautés dans la sphère de la connaissance, comme préalable à un développement humain en équilibre avec son environnement (voir à ce propos nos travaux sur le métabolisme territorial et l'article « Métabolisme territorial et développement durable » publié dans la revue [Territoires 2030](#) de la DIACT en décembre 2005).

Un « Territoire Intelligent » est un espace disposant d'infrastructures et de caractéristiques matérielles, conçu, délimité et entretenu pour permettre la circulation rapide d'informations, leur analyse, leur interprétation et leur préservation.

Une « Communauté Apprenante » est un groupe de personnes qui s'activent sur un territoire dont l'intelligence infrastructurelle leur permet d'amorcer et d'entretenir une démarche permanente d'apprentissage partagé.

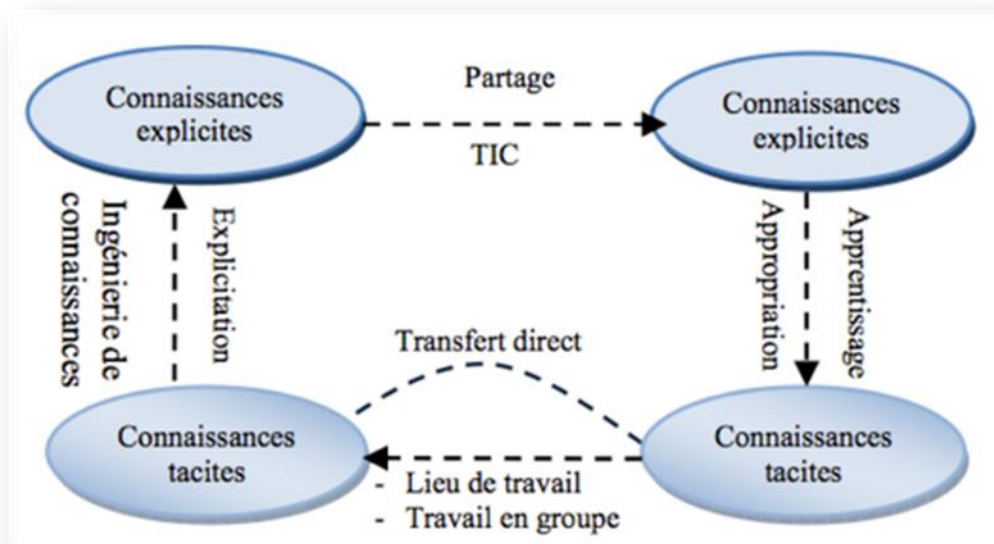
La conjonction de territoires intelligents et de communautés apprenantes et leur mise en réseau, nous semble aujourd'hui la voie la plus efficace pour accélérer l'adoption de modes de vie durable au plan mondial.



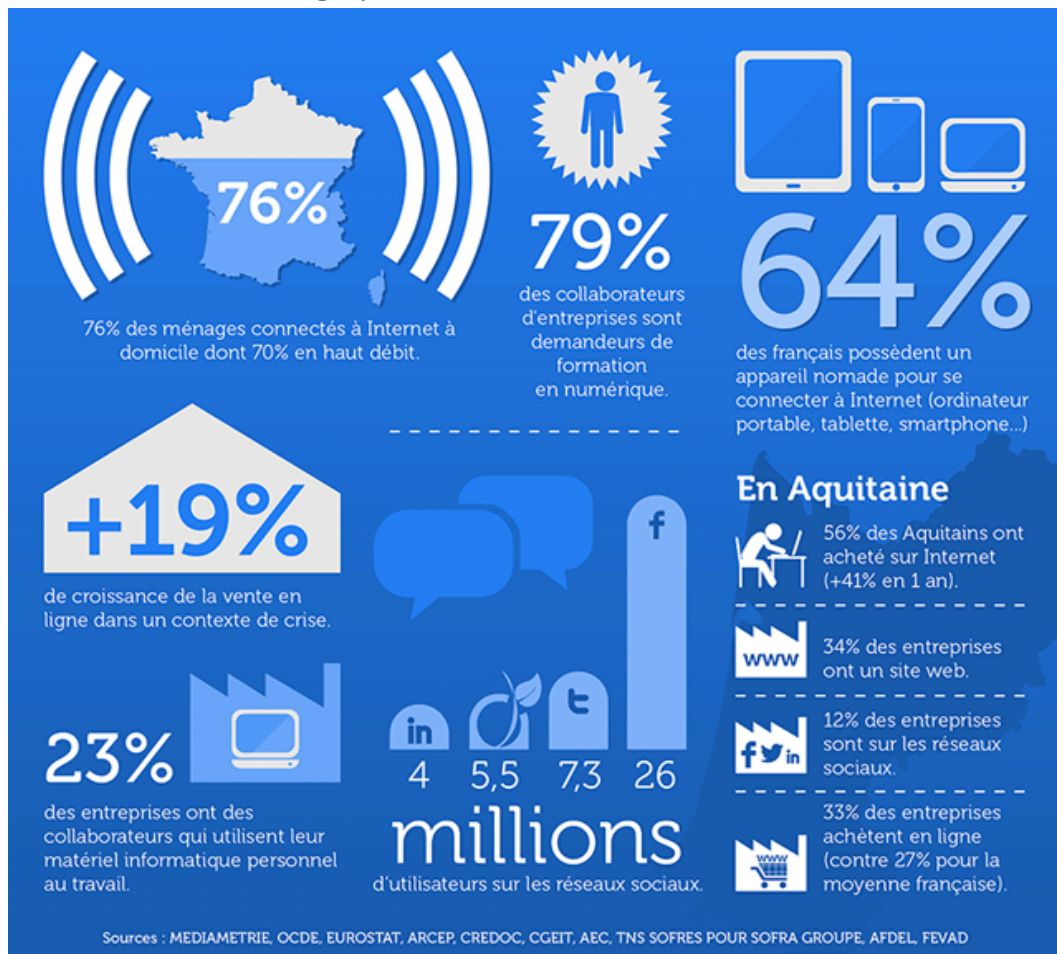
Annexe 2 : Marketing Territorial



Annexe 3 : Méthode MASK (Capitalisation)



Annexe 4 : Infographie Fabrice Berrahil



Investir le numérique et internet, d'accord, mais COMMENT et POUR QUOI FAIRE ?

Se poser les bonnes questions sur vos besoins et objectifs :

Augmenter mes ventes ?

fidéliser mes clients ou en gagner de nouveaux / accompagner le lancement de nouveaux produits ou services / augmenter le montant moyen d'achat...

Mieux communiquer ?

être mieux connu de mes clients potentiels / améliorer l'image de mon entreprise / trouver de nouveaux partenaires...

Mieux m'organiser ?

gagner en efficacité et productivité / avoir des outils de travail pour mes collaborateurs / rendre les tâches plus sûres et rapides / faciliter mes relations avec mes prestataires et partenaires / mieux recruter mes collaborateurs...

Mobiliser les professionnels compétents pour faire les bons choix.

Logo et graphisme

Type de site web

Veille et réputation

Référencement

Vente en ligne

Coût et retours



AQUINUM

Association des professionnels du numérique en Aquitaine

Google

Formation

Relation clientèle

Facebook / Twitter

Outils collaboratifs

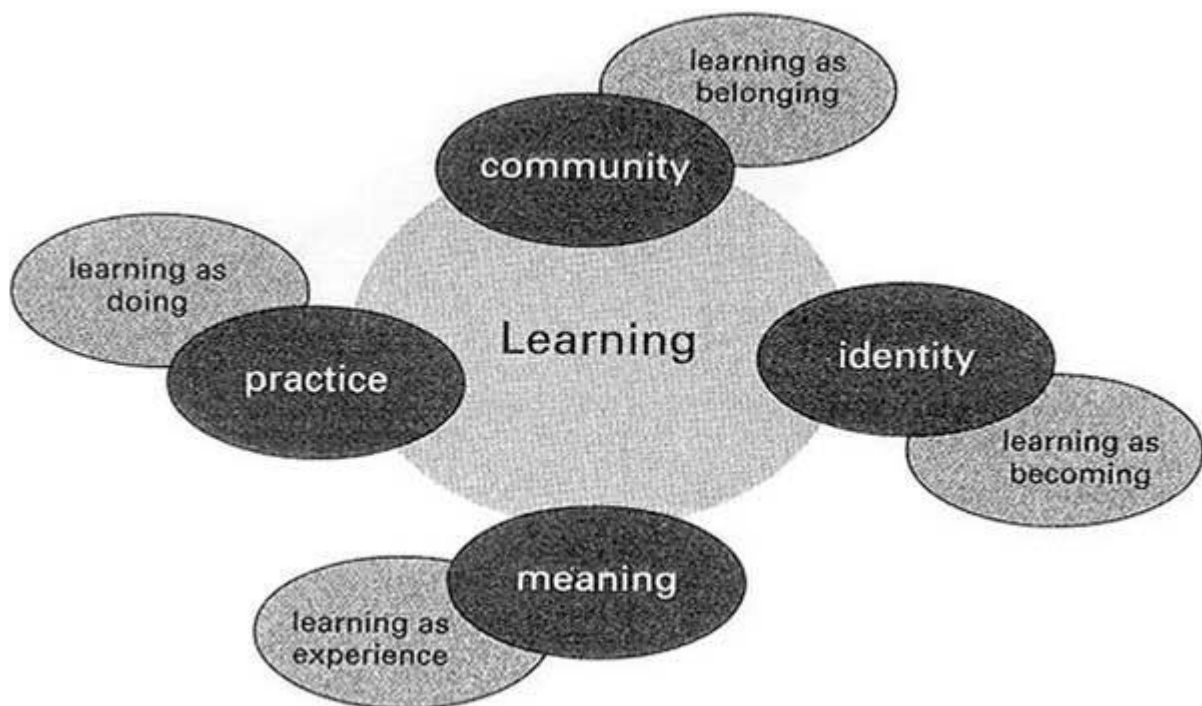
Audience et trafic

Contactez les professionnels aquitains du numérique.
Venez au Node, 12 rue des Faussets 33000 Bordeaux - aquinum.fr - contact@aquinum.fr

Annexe 5 : Communauté de pratique

Wenger (1998) identifies four components of learning namely: meaning, practice, community and identity. These components of learning are defined as follows:

1. Meaning is a way of talking about our ability to experience the world as meaningful;
2. Practice is a way of talking about shared historical and social resources, frameworks and perspectives that sustain mutual engagement in action;
3. Community is a way of talking about the social configurations in which our enterprise is defined and our participation is recognisable as competence;
4. Identity is a way of talking about how learning changes who we are.



These four components together provide a structuring framework for a social theory of learning. Wenger (1998, p. 5) summarises this framework in the following diagram:

Figure 1. Components of a social theory of learning: An initial inventory

Annexe 6 : Cartographie des tiers lieux universitaires en France

Tiers-lieu	Date de création	Université	Ville	Région	Horaire	Localisée sur le site de l'U	Nombre de RH	Configuration	Thème	Modèle économique	Destinataire	Financement	Dispositif innovant
Proto204+A2:A27	avr-14	EPA Paris-Saclay	Paris	IDF	Lundi - Dimanche : 12:30-20h00	Oui	2 responsables + 4 Expert (consultant, entrepreneur)	Incubateur, espace co wo fablab	Entrepreneuriat/Incu bateur	x	Étudiant, entreprises, entrepreneur, citoyen	Partenariat Paris Saclay (EPA Paris-Saclay), et l'Université Paris-Sud avec le Mécénat de Vitra	Centre d'innovation mobile : Protobus L'école : le tiers-lieu destiné à l'innovation pédagogique pour les 3-18ans (1 responsable) WAMLAB : le laboratoire du bien être au travail
Fablab Paris Sorbonne	juil-05	Université de Sorbonne	Paris	IDF	12h-14h 16h-20h	Oui	x	Une salle de coworking Un salle laboratoire	Innovation pédagogique	x	Étudiants, et enseignants	Collège des licences de la Sorbonne	Les animateurs du lab son des étudiants engagés dans le cadre du dispositif "emploi étudiants" avec même une plateforme emploi étudiant sur leur site Salle équipée biologie végétale Un accès à la salle TP de chimie
FoodinLab		AgroParis Tech	Paris	IDF	x3	Oui	x	550m ² Espace d'expérimentation privative 150m ² Une cuisine expérimentale et laboratoire d'analyse équipé	Entrepreneuriat/Incu bateur	x	Enseignant, étudiants, chercheurs, entreprises	PIA et Ile de France	Innovation sur le secteur de l'alimentation
Arenberg Créative Mine	25/092015	Université Polytechnique Haut de France	Valencienne	Haut de France	Lundi vendredi : 9h 18h	Non	x	<ul style="list-style-type: none"> un centre de recherche un incubateur d'entreprises innovantes des plateaux de tournage un centre de culture scientifique, technique, industrielle pour le grand public 	Cinéma	Offre culturelle de visite	Étudiant, entreprises, entrepreneur	FEDER Conseil départemental Département Haut de France	Ancien site minier classé au patrimoine de l'UNESCO donc des visites sont effectuées Pack séminaire permettant au personnel d'entreprise de payer pour un tout en un (salle, pause, déjeuner, matériel...)
Cré'Innov - Hub Innovation	juin-05	Université de Lille	Lille	Haut de France		Oui	1 Directeur 1 Chargé d'affaires	Incubateur	Entrepreneuriat/Incu bateur	x	Entreprise, étudiant	Haut de France Innovation Développement	Dans le cadre régional de la Stratégie Recherche Innovation pour une Spécialisation Intelligente (SRI-SI). Cré'Innov est la structure de référence pour les projets entrant dans le domaine d'activité stratégique (DAS) « Chimie, Matériaux, Recyclage » Hotel d'entreprise
La Centrif		Université Paris Descartes	Paris	IDF	Lundi- Vendredi : 8h-20h	Oui		Co-working : 200m ² Studio MOOC : 26m ² Salle informatique : 24m ² Salle réunion : 45m ² Salle conférence : 100m ² Espace de travail : 25m ²	Innovation pédagogique	x	Étudiant, entreprises, entrepreneur, citoyen, association, financeur, collectivités locale	Haut de France Grande Ecole du Numérique Ministère de l'économie et des finances Initiatives d'excellence en formation innovantes	Espace studio MOOC : la centrif pari sur les la pédagogie à distance avec
Fab Lab Paris Diderot		Université Paris Diderot	Paris	IDF	du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h 30	Oui	4 au départ et maintenant 2	Tiens a disposition 13 salles informatique équipées Salle de visionconférence	Innovation pédagogique	Pas de location de matériel abonnement préférentiels pour les étudiants de l'université et de la COMUE Location pour entreprise	Entreprise, étudiant	Appel à projet de la Mairie (PEPITE) Subvention Idex via l'université	Lundi : 3D Mardi : numérique Mercredi : électronique - objets connectés Jeudi : logiciels libres Vendredi réservé aux enseignants SOLUTION RAPIDMOOC + fond d'incrustation Notre LAB intègre un RapidMoooc, solution qui permet de produire en autonomie et rapidement des vidéos pédagogiques, des tutos ou des vidéos de communication. Le Rapid Moooc dispose d'un prompteur qui facilite la prise en main. Il est accessible sur réservation après une formation minimum d'une journée.
D Learning Lab	2019	Université de Nantes	Nantes	Centre Val de Loire	Lundi au vendredi 9h- 18h	Oui		Espace de créativité : salle.de 120m ² (capacité d'accueil : 49 personnes) Digital Learning Lab : salle.de 50 m ² (capacité d'accueil : 15-20 personnes).	Innovation pédagogique	x	entreprises collectivité associations acteurs du numérique..	x	
Catalyseur	Fev-2015	Université de Toulouse III	Toulouse	IDF	Lundi - vendredi : 8h - 19h (extension 22h)	Oui	7 membres etp	Espace convivialité Espace Coworking Showroom Espace Fablab Pré-incubateur	Innovation pédagogique	Gratuit pour les étudiants entrepreneurs	Étudiants, enseignants, entreprises, associations	PIA Banque Populaire	Programme de pré-incubation.

Techlab Saint Gobain		Université de Lorraine	Lorraine	IDF	Lundi - vendredi : 8h - 19h	Oui		13	Espace de 54m ² (16 personnes)	Innovation pédagogique	x	Enseignant, étudiants	Programme Investissement d'Avenir via le SUZIP (service pédagogique) Programme Tech'Innov 2019	Atelier pour les enseignants chercheurs 14-17h tous les jeudis
ESS Cargo		Université Rennes 2	Rennes	Bretagne		Oui		3	une épicerie solidaire, une cuisine partagée, une ressourcerie, un espace de détente et de convivialité ainsi qu'un espace de travail partagé et connecté.	Innovation Sociale	x	Etudiants, personnels de l'U et habitants	x	Epicerie solidaire, cuisine partagée et une ressourcerie : accueil don, réemploi, revalorisation de denrées alimentaires, objets et matériaux
Brainlab Poitiers		Université de Poitiers - campus Niort	Poitiers	Nouvelle Aquitaine	Lundi au vendredi : 8h - 18h	Oui		2	Salle de travail collaborative	Innovation pédagogique	x	Etudiants, enseignants	x	Le(s) formateur(s) à l'utilisation du BrainLab : des sessions de formation ont été proposées aux enseignants pour acquérir une habileté dans l'utilisation des équipements.
S'Factory		Université de Poitiers	Poitiers	Nouvelle Aquitaine	Lundi vendredi 8h30-12h 13h-17h	Oui		1	Coworking Salle détente Salle de réunion	Innovation pédagogique	x	Etudiants, enseignants	x	Documentation disponible (300 ouvrages) Beaucoup de matériel outillage
UL Factory		Université de Limoges	Limoges	IDF	Tous les jours : 12h-14h - L/M/M : 18h-21h	Non			« La Factory invite » : des entreprises investissent le lieu et y organisent des réunions de travail auxquelles les étudiants peuvent assister « Le labo vidéo » : accompagnement autour de vos projets audiovisuels ; « Les co-formations » : les étudiants se forment « Workshops » : « Le Living LAB » : ateliers créatifs favorisant les collaborations entre formations universitaires.	Innovation pédagogique	x	Etudiants, association, personnel de l'université et entreprises	FSE	Café numérique organisé 1/mois pour le personnel de l'université Les co-formations » : les étudiants se forment entre pairs au montage de projets; éunion entreprise et les étudiants peuvent y assister
Campus Lab	sept-17	Université de Angers	Angers	IDF		Oui			innovation, entrepreneuriat) dans le bâtiment Jeanneteau (260m ²) le Learning Lab (centre d'innovation pédagogique) au Pole Scientifique (110m ²)	Innovation pédagogique	x	Enseignant, étudiants	x	Salle d'expressions artistiques dédiée aux filières arts plastiques, histoire de l'art et musicologie mais aussi ouverte à toutes les autres filières
Fontaine numérique	23/01/2017	Université de Montpellier	Montpellier	PACA	Lundi au vendredi : 9h - 21	Oui		5	Espace de 50m ² 4000m ²	Innovation pédagogique	x	Enseignant, étudiants	x	Au cœur de (s)pace au sein du CROUS donc il y a une cafétéria
I-Factory - La Pré-fabrique de l'U de Lyon	2017	Université de Lyon - La Doua	Lyon	Auvergne Rhône Alpes		Oui			Fablab (Pré-Fabrique Lyon) : 70m ² Espaces coworking Espace créativité Espace plateforme scientifique Espace événements	Entrepreneuriat/Incubateur		La mise à disposition des espaces se fait à titre gracieux pour des activités liées aux missions de la Fabrique de l'Innovation et impliquant au moins un	Les entreprises, les établissements d'enseignement, les étudiants, les enseignants-chercheurs et la société civile.	IDEX Lyon Grand Lyon métropole La région Rhône Alpes Saint Etienne Métropole PIA
D-Factory - La Pré-fabrique de l'U de Saint Etienne	janv-16	Université de Saint Etienne	Saint Etienne	Auvergne Rhône Alpes		Oui		1000m ² Fablab (Pré-fabrique S-E) : 270m ² Espace créativité Espace événements Espaces coworking	Entrepreneuriat/Incubateur		Entre 100 et 300 euros la demi-journée selon votre statut et votre projet		Réseau entre les 3 université pour créer une synergie des l'innovation par etp our les étudiants autour de la Fabrique de l'innovation On notera notamment le soutien à l'initiative étudiante Astech, le Fablab universitaire de La Doua	
D-Factory - La Pré-fabrique de l'U de Saint Etienne	2017	Université de Lyon - III	Lyon	Auvergne Rhône Alpes		Oui			500 m ² Espace créativité Incubateur (grande renommée) Espace événements Espaces coworking	Innovation pédagogique	x			

Fabval	2017	UPEC	Paris	IDF		Oui		Un Edulab : salle de cours pour favoriser les pédagogies actives Un Fablab : salle disposant de matériel permettant notamment de réaliser des prototypes Un espace de transition : un espace informel reprenant les idées de conception de l'Edulab Un espace pour la recherche : un espace disposant d'une régie et permettant à des chercheurs d'analyser les usages	Innovation pédagogique	x		Etudiants, enseignants	AMI "Transformation pédagogique numérique"	Piloté par le Centre d'Ingénierie de Développement Pédagogique de l'UPEC Un suivi personnalisé des enseignants Avec AIRPARIF Les travaux d'AIRROUCATION sont également suivis par ONU Environnement, un observateur extérieur d'envergure internationale. Le projet a obtenu le soutien de l'Union Européenne, via l'attribution d'une subvention du FEDER
Fablab Coh@bit		IUT de Bordeaux	Bordeaux	Nouvelle Aquitaine	Lundi au vendredi : 10h-18h	Oui	3		Innovation pédagogique	x		Etudiants, enseignants, entreprises et laboratoires particuliers, associations, jeunes et personnes en reconversion	Région Nouvelle Aquitaine Fondation Orange Enedis Bordeaux Métropole MAIF	
Incub'13		Université de Nanterre	Paris	IDF		Oui			Innovation pédagogique	x				
Labboite		Cergy Paris Université	Cergy Pointoise	IDF	Mardi mercredi vendredi : 10h-20h Jeudi 10h-22h Samedi : 14h-18h			Espace fablab Espace détente Espace réunion	Innovation pédagogique	x		Etudiants, enseignants, associations, entreprise commerciale	FEDER Mécène : Cap enfant	Beaucoup d'outillage manuel
Fablab utc Compiègne	févr-14	Université de Compiègne	Compiègne	IDF		Oui	8		Entrepreneuriat/Incubateur	x		Etudiants, enseignants et associations		
Assas Lab		Université Panthéon Assas Paris II	Paris	IDF		Oui	6	250m ² Une espace ouvert 4 salles fermées équipés de produits numériques	Entrepreneuriat/Incubateur	x		Etudiants		Un accompagnement personnalisé selon de statut d'avancement des projets pour les étudiants EARLYSTARTER STARTUPER
IMRI		Paris Dauphine	Paris	IDF		Oui	2 + 6 enseignants-chercheurs		Innovation pédagogique	x		Enseignants chercheurs	Fondation Dauphine	Centre d'innovation composé uniquement d'enseignants chercheur
Galerie Digitale	2017	Université Paul Valéry Montpellier 3	Montpellier	PACA		Oui			Innovation pédagogique	x		Habitants, étudiants, enseignants, entreprises	Communauté de communes de la Vallée de l'Hérault	Viens donner un réel enjeu à la relation habitants-étudiants
Versailles Sciences Lab		Université Sciences Versailles	Versaille	IDF		Oui		Atelier numérique Atelier verrerie Atelier électronique Salle informatique 30 Salle biologie/chimie	Entrepreneuriat/Incubateur	x		Etudiants, enseignants, entreprises	CAP Digital	Une offre complète pour la valorisation de la recherche pour les étudiants en vue de nouer le lien avec les entreprises = une offre de service - chimie/bio, verrerie,
Atelier IQ		Faculté des Sciences et des Techniques de l'Université de Nantes	Nantes	Bretagne	Lundi Mardi Jeudi Vendredi : 14h-17h	Oui	3		Innovation pédagogique	x		Etudiants, enseignants, personnel de l'U		

FabMSTIC		Université de Grenoble	Grenoble	Auvergne Rhône Alpes		Oui	2	350 m ² en 5 espaces Open space Espace électronique Espace vinyle et impression 3D Espace thermoformeuse et découpeuse laser Espace outillage classique	Entrepreneuriat/Incubateur	x	enseignants-chercheurs, étudiants, étudiants-entrepreneur, entreprise privé en lien avec la recherche	Cherche à développer de nouveau thème autre que celui de l'innovation pure, comme par exemple l'innovation pour la lutte du handicap, pour l'architecture
Fablab	11/02/2014	Université de Picardie	Amiens	Normandie	Jeu 14h-18h	Oui	1 animateur 2 enseignants 2 personnel IUT		Entrepreneuriat/Incubateur	x	Etudiants et personnels de l'université	x
Workorama		Université de Franche Comté	Besançon	Bourgogne Franche Comté	8h-22h			500 m ² sur 3 sites différents MDE = 8h 22h lundi samedi (300m ²) Stendhal = 7/7 Restaurant Universitaire : 8h 22h (130m ²)	Entrepreneuriat/Incubateur	35€ / demie-journée ; 50€ / journée-soirée	les associations étudiantes, les étudiants particuliers dans le cadre d'un projet d'étude, les établissements d'enseignement supérieur, les institutions privés et publics	3 sites différentes : MDE = 8h 22h lundi samedi (300m ²) Stendhal = 7/7 Restaurant Universitaire : 8h 22h (130m ²)
Le Labo du Pienso		Université d'Auvergne	Clermont Ferrant	Bourgogne Franche Comté					Innovation pédagogique	x		
Fab Smart Materials	2013	Université de Reims	Reims		Du lundi au vendredi, de 9H à 12H et de 14H à 18H.	Oui	1 FabManager 1 Ingénieur 1 Enseignant chercheur	1 salle de classe		L'utilisation des divers outillage numérique ont des coûts d'utilisation à l'heure, ainsi que pour les matériaux	Entreprise, étudiant.s designers, architecte, enseignants	
Med'In	13/02/2019	Université Côte d'Azur	Nice	PACA				100 m ² Un incubateur Un espace de travail collaboratif	Innovation Sociale	x	Etudiants, enseignants, citoyens, collectivités, entreprises	AFEV